GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1881 — ROMA — MERCOLEDI' 20 LUGLIO — NUM. 168

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	Roma ... L.	11	21	40
	Per tutto il Regno ... »	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	Roma ... »	9	17	32
	Per tutto il Regno ... »	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 10; per tutto il Regno cent. 15. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30 per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono *esclusivamente* alla Tipografia EREDI BOTTA, via della Missione. Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, via della Scrofa, n. 47, piano 2°.

PARTE UFFICIALE

ORDINE DEI Ss. MAURIZIO E LAZZARO

S. M. il Re, *in occasione della Festa nazionale, si è degnata di nominare nell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro:*

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio:

A cavaliere:

Patti cav. Carlo Nicolò, membro del Comizio agrario di Caltagirone.

Mure cav. Giovanni Maria, costruttore di macchine agricole in Torino.

Lattes ingegnere cav. Oreste, ispettore delle industrie e dell'insegnamento industriale.

De Francisci Virginio, id. id.

Molossi cav. Leonello, caposezione nel Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio.

De Pazzi Pazzino.

Mendola barone Antonio, presidente della Commissione ampelografica di Girgenti.

LEGGI E DECRETI

***Il N. 305** (Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione conchiusa a Parigi il 3 novembre 1880 pel cambio dei piccoli pacchi postali senza dichiarazione di valore, e le cui ratifiche vennero ivi scambiate addì 11 luglio 1881.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 luglio 1881.

UMBERTO.

MANCINI.
A. BACCARINI.

Visto, *il Guardasigilli:* G. ZANARDELLI.

CONVENTION *concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, conclue entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Égypte, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Inde Britannique, l'Italie, le Luxembourg, le Monténégro, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Serbie, la Suède et Norvége, la Suisse et la Turquie.*

Les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de Bulgarie, de Danemark, d'Égypte, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'Inde Britannique, d'Italie, de Luxembourg, de Monténégro, des Pays-Bas, de Perse, de Portugal, de Roumanie, de Serbie, de Suède et Norvége, de Suisse et de Turquie, désirant faciliter les relations commerciales entre leurs pays respectifs au moyen de l'échange, par l'intermédiaire de la poste, des colis sans déclaration de valeur,

Les soussignés, munis à cet effet de pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. — 1. Il peut être expédié, sous la dénomination de *colis postaux*, de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des colis sans déclaration de valeur, jusqu'à concurrence de 3 kilogrammes.

2. Le règlement d'exécution détermine les autres conditions auxquelles les colis sont admis au transport.

Art. 2. — 1. La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents et la responsabilité des offices qui participent au transport est engagée dans les limites déterminées par l'article 11 ci-après.

2. A moins d'arrangement contraire entre les offices intéressés, la transmission des colis postaux échangés entre pays non limitrophes s'opère à découvert.

Art. 3. — 1. L'Administration du pays d'origine est redevable, envers chacune des Administrations participant au transit territorial, d'un droit de 50 centimes par colis.

2. En outre, s'il y a un ou plusieurs trasports maritimes, l'Administration du pays d'origine doit, à chacun des offices dont

les services participent au transport maritime, un droit dont le taux est fixé, par colis, savoir:

A 25 centimes, pour tout parcours n'excédant pas 500 milles marins;

A 50 centimes, pour tout parcours supérieur à 500 milles marins, mais n'excédant pas 1000 milles marins;

A 1 franc, pour tout parcours supérieur à 1000 milles marins, mais n'excédant pas 3000 milles marins;

A 2 francs, pour tout parcours supérieur à 3000 milles marins, mais n'excédant pas 6000 milles marins;

A 3 francs, pour tout parcours supérieur à 6000 milles marins.

Ces parcours sont calculés, le cas échéant, d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Art. 4. — L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

Art. 5. — 1. La taxe des colis postaux se compose d'un droit comprenant, pour chaque colis, autant de fois 50 centimes, ou l'équivalent dans la monnaie respective de chaque pays, qu'il y a d'offices participant au transport territorial, avec addition, s'il y a lieu, du droit maritime prévu par le paragraphe 2 de l'article 3 précédent. Les équivalents sont fixés par le règlement d'exécution.

2. Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Exceptionnellement, cette surtaxe est élevée à 50 centimes, pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, à 75 centimes, pour l'Inde Britannique et pour la Perse, et à 1 franc, pour la Suède.

3. Le transport entre la France continentale d'une part, l'Algérie et la Corse de l'autre, entre l'Italie continentale et les îles de Sicile et de Sardaigne, donne également lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis.

Art. 6. — L'office expéditeur bonifie pour chaque colis:

a) A l'office destinataire, 50 centimes, avec addition, s'il y a lieu, des surtaxes prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 5;

b) Éventuellement, à chaque office intermédiaire, les droits fixés par l'article 3.

Art. 7. — Il est loisible au pays de destination de percevoir du destinataire, pour le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut pas excéder 25 centimes par colis.

Art. 8. — Les colis auxquels s'applique la présente Convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 7 précédents et par l'article 9 ci-après.

Art. 9. — La réexpédition d'un pays sur un autre des colis postaux, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par l'article 5, à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane acquittés.

Art. 10. — Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres.

Art. 11. — 1. Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a été perdu ou avarié, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser 15 francs.

2. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte ou l'avarie a eu lieu.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

4. Le payement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

5. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis à la poste; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. Si la perte ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Administrations en cause supportent le dommage par moitié.

7. Les Administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

Art. 12. — La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente Convention.

Art. 13. — Les stipulations de la présente Convention ne portent pas restriction au droit des parties contractantes, de maintenir et de conclure des conventions spéciales, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des colis postaux.

Art. 14. — 1. Les pays de l'Union postale universelle qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1er juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

2. Toutefois, si le pays qui désire adhérer à la presente Convention réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Cette demande est considérée comme admise si, dans un délai de quatre mois, aucune objection n'a été présentée.

Art. 15. — Les Administrations des postes des pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Art. 16. — La présente Convention est soumise aux conditions de revision déterminées par l'article 19 de la Convention de l'Union postale universelle du 1er juin 1878.

Art. 17. — 1. Toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du bureau international, des propositions concernant le service des colis postaux.

2. Pour devenir définitives ces propositions doivent réunir, savoir:

a) L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 16, 17 et 18 de la présente Convention;

b) Les deux tiers des suffrages s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités;

c) La simple majorité absolue s'ils s'agit de l'interprétation des dispositions de la présente Convention.

3. — Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la formule

indiqués au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention de l'Union postale universelle du 1er juin 1878.

Art. 18. — 1. La présente Convention sera mise à exécution le 1er octobre 1881.

2. Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra, et au plus tard le 1er juillet 1881, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque Partie contractante aura le droit de se retirer de cette Convention, moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers pays contractants ou entre leurs Administrations, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par les articles 12 et 13 précédents.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention à Paris, le trois novembre mil huit cent quatre-vingt.

Pour l'Allemagne: W. Günther — L. Miessner.
Pour l'Autriche: A. Varges.
Pour la Hongrie: P. Heim.
Pour la Belgique: F. Gife — A. Dubois.
Pour la Bulgarie: N. S. Stoitchoff — P. Travers.
Pour le Danemark: Schou.
Pour l'Égypte: V. Chioffi.
Pour l'Espagne: G. Cruzada Villaamil.
Pour la France: Ad. Cochery.
Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande:
Pour l'Inde Britannique:
Pour l'Italie: A. Capecelatro.
Pour le Luxembourg: V. De Rœbe.
Pour le Monténégro: A. Varges.
Pour les Pays-Bas:
Pour la Perse:
Pour le Portugal: Guilhermino Augusto De Barros.
Pour la Roumanie: C. F. Robesco.
Pour la Serbie: Mladen Z. Radoycovitch.
Pour la Suède: W. Roos.
Pour la Norvége: C. H. S. Hefty.
Pour la Suisse: Ed. Höhn.
Pour la Turquie: Y. Macridi.

Convention *concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, relativement à l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I. Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des petits colis et qui adhère à la Convention susmentionnée, aura la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration postale de ce pays devra s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la Convention ci-dessus, spécialement pour organiser le service d'échange à la frontière.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le bureau international.

II. Les représentants de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'Inde Britannique, des Pays-Bas et de la Perse ayant déclaré n'être pas actuellement en mesure de signer la Convention, il leur est accordé, pour procéder à cette formalité, un délai qui expirera le 1er juillet 1881. Le protocole est, à cet effet, laissé ouvert.

D'autre part, le délai pour la mise à exécution de la Convention est prolongé, en faveur de ces quatre pays, jusqu'au 1er avril 1882, au plus tard.

III. Dans le cas où l'un ou l'autre des Gouvernements dont les représentants ont signé ou signeront la Convention ne croirait pas devoir la ratifier, cette Convention n'en sera pas moins définitive et obligatoire pour toutes les autres Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiares respectifs ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même; et ils l'ont signé sur un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement français et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Paris, le trois novembre mil huit cent quatre-vingt.

Pour l'Allemagne: W. Günther. — L. Miessner.
Pour l'Autriche: A. Varges.
Pour la Hongrie: P. Heim.
Pour la Belgique: F. Gife. — A. Dubois.
Pour la Bulgarie: N. S. Stoitchoff. — P. Travers.
Pour le Danemark: Schou.
Pour l'Égypte: V. Chioffi.
Pour l'Espagne: G. Cruzada Villaamil.
Pour la France: Ad. Cochery.
Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande:
Pour l'Inde Britannique:
Pour l'Italie: A. Capecelatro.
Pour le Luxembourg: V. De Rœbe.
Pour le Monténégro: A. Varges.
Pour les Pays Bas:
Pour la Perse:
Pour le Portugal: Guilhermino Augusto De Barros.
Pour la Roumanie: C. F. Robesco.
Pour la Serbie: Mladen Z. Radoycovitch.
Pour la Suède: W. Roos.
Pour la Norvége: C. H. S. Hefty.
Pour la Suisse: Ed. Höhn.
Pour la Turquie: Y. Macridi.

NB. Conformemente al disposto del § II del Protocollo finale tanto la Convenzione che il Protocollo suddetto furono poi firmati, anche per i Paesi Bassi, dal delegato Neerlandese sig. Hofstede, il 25 giugno 1881.

***Il N.* CLXXX *(Serie 3ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto*:**

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Visti i testamenti 26 e 27 novembre 1876 con cui il fu Golia Carmine lasciava al proprio fratello Bernardino: 1° Tutte le sue proprietà al Corso Vittorio Emanuele in Napoli, con l'obbligo di mantenere in un ritiro trenta giovinette

orfane di padre e di madre; 2° Un palazzo con l'obbligo di erogarne la rendita pel mantenimento di altre orfanelle nello stesso ritiro; 3° Il *quandocumque* tenuto con certo Zampaglione con l'obbligo di distribuirne la rendita ai poveri di Napoli a sua scelta;

Vista la sentenza della Corte d'appello di Napoli con cui fu tolta all'erede predetto l'amministrazione dell'Asse ereditario, e nominato in sua vece un amministratore giudiziario;

Visto il rifiuto di quest'ultimo a procedere pel compimento degli atti conservativi nell'interesse dell'Opera pia;

Vista la formale domanda della Congregazione di carità di Napoli all'uopo delegata da quel Consiglio comunale per l'erezione in Corpo morale dell'Opera pia Golia, e per l'autorizzazione ad accettare le proposte relative;

Vista la corrispondente deliberazione della Deputazione provinciale;

Viste le leggi 3 agosto 1862 sulle Opere pie e 5 giugno 1850 sulla capacità di acquistare dei Corpi morali;

Udito il parere del Consiglio di Stato,

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Opera pia per ricovero di orfanelle e per sussidi ai poveri di Napoli, fondata dal fu Carmine Golia coi testamenti 26 e 27 novembre 1876 succitati, è costituita in Corpo morale, ed è autorizzata ad accettare la sostanza lasciata dal fondatore per le rispettive beneficenze.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 maggio 1881.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *il Guardasigilli*: T. VILLA.

Il Num. **CLXXXI** (*Serie 3ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto*:

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Vista la domanda della Congregazione di carità di Como, per la costituzione in Corpo morale dell'Opera pia *Madri povere allattanti*, fondata in quella città fin dal 1868 mediante generose largizioni di privati benefattori, producenti l'annua rendita di lire 1570;

Visto il voto della Deputazione provinciale;

Vista la legge 3 agosto 1862 sulle Opere pie;

Udito il parere del Consiglio di Stato,

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Opera pia *Madri povere allattanti*, come sopra fondata nella città di Como, è costituita in Corpo morale.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 maggio 1881.

UMBERTO

DEPRETIS.

Visto, *il Guardasigilli*: T. VILLA.

Il Num. **CLXXXII** (*Serie 3ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto*:

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la deliberazione 7 marzo 1881 della Deputazione provinciale di Roma che approva quella del 16 febbraio stesso anno del Consiglio comunale di Olevano Romano, concernente l'applicazione della tassa di famiglia;

Visto l'articolo 10 del regolamento per l'applicazione della tassa anzidetta nei comuni della provincia romana;

Visto l'articolo 8 della legge 26 luglio 1868, n. 4513;

Udito l'avviso del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. È autorizzato il comune di Olevano Romano ad applicare, per il solo corrente anno, la tassa di famiglia col *massimo* di lire 118 75 per i contribuenti ascritti alla prima classe.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 maggio 1881.

UMBERTO.

A. MAGLIANI.

Visto, *il Guardasigilli*: T. VILLA.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Veduto il decreto Ministeriale 14 marzo prossimo passato, numero 3365, col quale fu approvata la lista dei candidati ai 60 posti di vicesegretario di ultima classe nel personale delle Intendenze di finanza in relazione al concorso stato aperto coll'altro decreto Ministeriale 31 luglio 1880, nn. 16480/11470;

Veduto il decreto Ministeriale 19 maggio prossimo passato, numero 6821, col quale fu approvata la lista dei candidati ai 50 posti di vicesegretario di ragioneria di ultima classe nel personale delle Intendenze di finanza, in relazione al concorso stato aperto coll'altro decreto Ministeriale succitato;

Veduta la lista di merito dei concorrenti al posto di vicesegretario di ragioneria che negli esami del novembre 1880 hanno riportato non meno di sei punti medii del numero massimo dei punti di merito, tanto nella prova scritta, quanto in quella orale;

Attesochè *Arturo Salvatori*, *Luigi Annibali*, *Attilio Perbellini* ed *Ernesto Fattorini*, i quali hanno vinto il concorso ai suddetti 60 posti di vicesegretario amministrativo, non che il concorso ai suindicati 50 posti di vicesegretario di ragioneria, hanno dichiarato di optare per la nomina all'impiego di vicesegretario amministrativo,

Decreta:

Alla lista dei vincitori del suddetto concorso a numero 50 posti di vicesegretario di ragioneria di ultima classe nelle Intendenze di finanza, approvata col decreto Ministeriale 19 maggio prossimo passato, n. 6821, sono aggiunti i seguenti candidati:

Bastasin Gerolamo, che sostenne l'esame a Venezia riportando punti 91 2[3.

Ferri ing. Giovanni, id. a Torino id. 91 1[3.

Negro Carlo, id. id. id. 91 1[3.

D'Arco Ettore, id. a Venezia id. 91.

Roma, 18 luglio 1881.

Per il Ministro: A. Magliani.

BOLLETTINO N. 26

(dal 27 giugno al 3 luglio 1881)

SULLO STATO SANITARIO DEL BESTIAME NEL REGNO D'ITALIA

Regione I. — **Piemonte.**

Casi di pleuropolmonite: 1 a Fenis (Torino), 1 ad Aosta (Id.)— Casi di morva: 1 ad Aosta (Torino) — Totale degli animali infetti numero 3.

Regione II. — **Lombardia.**

Casi di afta epizootica: 3 a Villa di Chiavenna (Sondrio), 80 ad Isolato (Id.), 60 a Sondalo (Id.), 13 a Mazzo (Id.), 32 a Ticengo (Cremona), 25 a Mamertino (Brescia) — Casi di polmonea: 1 a Bereguardo (Pavia) — Casi di carbonchio: 1 a Breme (Pavia), 1 a Casaletto di Sopra (Cremona), 1 ad Acquanegra sul Chiese (Mantova), 3 a Poggio Rusco (Id.) — Totale degli animali infetti numero 170.

Regione III. — **Veneto.**

Casi di afta epizootica: 19 ad Arsiè (Belluno), 90 a Belluno, 20 a Pedavena (Belluno), 200 ad Agordo (Id.), 59 a Nervesa (Treviso) — Casi di zoppina: 4 a Castelcucco (Treviso), 2 a Cavaso (Id.), 170 a Possagno (Id.) — Casi di moccio: 1 a Valdobbiadene (Treviso), 1 a Piove (Padova) — Casi di carbonchio: 1 a Farra d'Alpago (Belluno) — Totale degli animali infetti n. 567.

Regione V. — **Emilia.**

Casi di carbonchio: 1 a Sant'Arcangelo di Romagna (Forlì), 1 a Bondeno (Ferrara), 1 a Castelfranco (Bologna), 5 a Minerbio (Id.), 2 a Santa Maria in Duno (Id.), 1 a Sorbolo (Parma), 1 a San Prospero (Modena) — Casi di moccio: 1 a Spilamberto (Id.), 1 a Castel d'Argile (Bologna) — Casi di febbre tifoidea: 1 a San Giovanni in Persiceto (Bologna) — Casi di afta epizootica: 2 ad Imola (Bologna), 28 a San Lazzaro Parmense (Parma), 14 a Ramiseto (Reggio Emilia) — Totale degli animali infetti n. 59.

Regione VI. — **Marche ed Umbria.**

Casi di carbonchio: 1 a Fossombrone (Pesaro), 2 a Monte San Martino (Macerata), 1 a Recanati (Id.), 2 ad Osimo (Ancona), 3 a Sant'Elpidio a Mare (Ascoli) — Casi di tifo petecchiale nei suini: 1 a Fermo (Ascoli) — Casi di afta epizootica: 288 a Cesi (Umbria), 33 a Stroncone (Id.), 2 a Penna Teverina (Id.), 2 a Narni (Id.), 2250 a Norcia (Id.), 1150 a Campello (Id.), 400 a Cascia (Id.), 4 a Perugia (Id.), 200 a Scheggia (Id.), 3 a Monte San Giovanni (Id.), 45 a Rieti (Id.), 50 a Foligno (Id.), 350 a Sigillo (Id.), 98 ad Assisi (Id.), 4700 a Nocera Umbra (Id.), 28 a Serravalle del Chienti (Macerata), 44 a Pievetorina (Id.), 57 a Macerata Feltria (Pesaro) — Casi di carbonchio: 1 a Perugia — Totale degli animali infetti n. 9715. (Si avverte che l'epizoozia aftosa si mantiene di carattere del tutto benigno).

Regione VII. — **Toscana.**

Casi di moccio: 10 a Lucca — Casi di tifo nei cavalli: 2 a Pontedera (Pisa) — Totale degli animali infetti n. 12.

Regione VIII. — **Lazio.**

Casi di afta epizootica: 27 ad Anagni (Roma), 60 a Jenne (Id.), 94 ad Orte (Id.), 32 a Palestrina (Id.), 87 a Toscanella (Id.), 77 a Vicovaro (Id.) — Casi di scabbia: 10 a Latera (Id.), 110 ad Onano (Id.) — Totale degli animali infetti n. 497.

Regione IX. — **Meridionale Adriatica.**

Casi di farcino: 1 a Gamberale (Chieti).

Regione XI. — **Sicilia.**

Casi di afta epizootica: 1 a Sciara (Palermo), 1 a Sclafani (Id.) — Totale degli animali infetti n. 2.

Regione XII. — **Sardegna.**

Casi di carbonchio: 9 a Silanus (Sassari).

Roma, 15 luglio 1881.

Dal Ministero dell'Interno
Il Direttore capo della 5ª Divisione
Casanova.

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso di concorso.

Occorrendo di provvedere alla nomina degli alunni di 1ª e 2ª categoria nell'Amministrazione di pubblica sicurezza, in conformità delle disposizioni del Regio decreto 12 maggio ultimo scorso, n. 226 (Serie 3ª), s'invitano quei giovani che intendessero aspirarvi, a presentare al più presto la loro domanda in carta da bollo da una lira a questo Ministero, a mezzo del prefetto della rispettiva provincia, corredata dai seguenti documenti:

1. Fede di nascita, dalla quale risulti che l'aspirante ha compiuto gli anni 20 e non superato i 30;

2. Certificato del sindaco del proprio comune di aver soddisfatto agli obblighi della leva;

3. Atto di notorietà dello stesso sindaco attestante la buona condotta;

4. Estratto del casellario giudiziario rilasciato dal Tribunale civile e correzionale del proprio domicilio, dal quale risulti che l'aspirante non ha subìto condanne nè criminali nè correzionali;

5. Certificato medico legalizzato dal sindaco, dal quale risulti che l'aspirante è dotato di costituzione robusta, ed è esente da difetti ed imperfezioni fisiche;

6. Diploma originale di laurea in giurisprudenza, per gli aspiranti agli impieghi di 1ª categoria, e licenza di Liceo od Istituto tecnico, per gli aspiranti agli impieghi di 2ª categoria.

Gli aspiranti che otterranno la nomina di alunno dovranno sottoporsi alla pratica di un anno nell'ufficio di pubblica sicurezza della Prefettura o Questura della propria provincia.

L'alunnato è gratuito, ma il Ministero può accordare un'indennità mensile non maggiore di lire 100 a quegli alunni che fossero destinati a supplire impiegati mancanti nel ruolo normale, fuori della provincia di loro domicilio o di loro ordinaria dimora.

L'alunno che durante l'anno di pratica avrà dato prova di attitudine e di zelo nel servizio, congiunta a condotta irreprensibile, sarà ammesso a sostenere un esame avanti l'apposita Commissione provinciale, superando il quale sarà nominato viceispettore di 3ª classe coll'annuo stipendio di lire duemila, se è di 1ª categoria, ovvero delegato di 4ª classe, coll'annuo stipendio di lire millecinquecento, se è di 2ª categoria; e ciò a misura che si renderanno vacanti dei posti nell'Amministrazione di pubblica sicurezza.

Roma, li 15 luglio 1881.

Il Prefetto
incaricato della Direzione dei servizi di pubblica sicurezza
Bolis.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

SEZIONE DELLE PRIVATIVE INDUSTRIALI

ELENCO *degli attestati di trascrizione per marchi e segni distintivi di fabbrica rilasciati nella prima quindicina del mese di giugno* 1881.

N° d'ordine	COGNOME E NOME DEL RICHIEDENTE	DATA DELLA PRESENTAZIONE DELLA DOMANDA	TRATTI CARATTERISTICI DEI MARCHI E SEGNI DISTINTIVI DI FABBRICA
1	Jacquot Auguste Felicien a Parigi	12 maggio 1881	Etichetta circolare in color nero colla scritta all'ingiro: *Jacquot et C° French Blancking* e nel centro una vignetta rappresentante un uomo che tiene in mano uno stivale ed una spazzola, davanti ad uno stivale grande dentro cui si specchiano una scimmia ed un volatile. Detto marchio già legalmente usato in Francia sopra scatole contenenti lucido per le scarpe detto in francese *cirage* verrà adoperato sopra gli stessi oggetti di cui intende far commercio in Italia.

Pel Direttore del R. Museo Industriale italiano: M. ELIA.

MINISTERO DELLA MARINA

Notificazione.

È aperto un concorso a sei posti di applicato di 2ª classe, collo stipendio annuo di lire millecinquecento nel corpo delle Capitanerie di porto.

L'esame sarà dato in Roma il 1° settembre 1881 e nei giorni successivi negli uffizi del Ministero della Marina.

Saranno ammessi a concorrere i capitani di lungo corso, i quali non abbiano oltrepassata l'età di anni 35, siano sani, robusti e senza apparenti deformità o fisiche imperfezioni, e gli altri cittadini italiani, i quali provino:

a) Di aver compiuti 18 anni e non oltrepassati i 30;

b) Di essere sani, robusti e senza apparenti deformità o fisiche imperfezioni;

c) Di aver sempre tenuto condotta regolare;

d) Di aver conseguito il diploma di licenza liceale o di Istituto tecnico (non saranno ammesse le domande di prender parte al concorso *per titoli equipollenti*);

e) Di aver soddisfatto all'obbligo di leva, o di aver chiesta la inscrizione sulla lista di leva, qualora la classe a cui appartengono non fosse ancora chiamata.

I capitani di lungo corso, *provveduti della patente effettiva, emessa da questo Ministero*, i quali volessero concorrere, ne faranno domanda (in carta da bollo da una lira) al Ministero direttamente, o per mezzo di qualunque uffizio di porto, e producendo ad un tempo:

1. Il regolare estratto della loro matricola;
2. Il certificato di buona condotta, emesso dal sindaco del luogo dove hanno domicilio;
3. L'attestato del casellario giudiziario.

Gli altri cittadini dovranno unire alla loro domanda (fatta come sopra e trasmessa direttamente al Ministero della Marina, o per mezzo di qualunque uffizio di porto) i seguenti documenti:

1. Fede di nascita;
2. Certificato di cittadinanza italiana fatto dall'uffizio di stato civile;
3. Certificato di buona condotta emesso dal sindaco del luogo dove hanno domicilio;
4. L'attestato del casellario giudiziario;
5. Diploma di licenza conseguito in un Istituto tecnico od in un Liceo;
6. Certificato di aver soddisfatto all'obbligo di leva, o di aver chiesta l'iscrizione sulla lista di leva, qualora la classe a cui appartengono non fosse ancora chiamata.

Le domande di ammissione al concorso dovranno pervenire al Ministero della Marina prima del 20 agosto p. v.

Il 31 dello stesso mese, prima cioè dell'apertura del concorso, gli aspiranti, i quali saranno stati ammessi a concorrere, verranno sottoposti a visita medica militare nel Ministero della Marina per accertare la loro idoneità fisica.

Il programma è il seguente:

Esame scritto.

1ª *prova.* — Composizione italiana e composizione francese (sarà necessaria una scrittura almeno mediocre).

2ª *prova.* — Soluzione di un quesito di aritmetica ragionata — Soluzione di un problema o dimostrazione di un teorema riguardante la geometria piana e gli elementi di geometria solida.

Esame orale.

Prova unica sulle seguenti materie:

Statuto del Regno — Codice per la marina mercantile — Codice di commercio (libro II del commercio marittimo) — Legge sulla leva di mare — Nozioni generali di storia antica e di storia moderna universale — Storia d'Italia dalla fondazione di Roma — Principii generali di economia politica — Nozioni elementari di geografia fisica — Geografia politica e descrittiva universale.

Roma, 20 giugno 1881.

MINISTERO DELLA GUERRA

ESAMI DI CONCORSO *per la nomina a sottotenente nel corpo veterinario militare.*

1° Il Ministro della Guerra rende noto che è aperto un concorso per n. 15 posti di sottotenenti nel corpo veterinario militare.

In seguito a tale concorso sarà dato affidamento per la nomina al detto grado, di mano in mano che si verificheranno le opportune vacanze, ai 15 candidati che avranno superato con miglior esito gli esami, ed a parità di merito ai più anziani di età.

2° Gli esami di concorso avranno luogo presso la Scuola superiore di medicina veterinaria in Napoli dal 5 al 20 settembre; presso la Scuola superiore di medicina-veterinaria in Milano dal 25 settembre al 10 ottobre prossimo.

3° Gli aspiranti al detto concorso dovranno far pervenire a questo Ministero per mezzo del Comando del distretto nel quale sono domiciliati e non più tardi del giorno 10 agosto p° le domande di ammissione scritte in carta bollata di lira una ed indicanti nome e cognome, figliazione e recapito domiciliare dell'aspirante.

4° Le domande dovranno essere corredate dei seguenti documenti:

a) Atto di nascita, dal quale risulti che l'aspirante sia d'età non maggiore di 26 anni, al 31 dicembre 1881;

b) Fede di stato libero e, se l'aspirante è ammogliato, i titoli legali comprovanti che il medesimo sarebbe in grado di assicurare a favore della moglie e della prole nata o nascitura l'annua rendita di lire 2000 come è prescritto dalla legge 3 luglio 1871, relativa al matrimonio degli ufficiali (Atti del Governo numero 393, serie 2ª, *Gazzetta Ufficiale del Regno* n. 225 del 19 agosto 1871);

c) Diploma originale (non copia autentica) di medico veterinario, conseguito in una delle Scuole di medicina-veterinaria dello Stato, corredato di un certificato dal quale risulti avere il postulante ottenuto il detto diploma in seguito a completo regolare corso di studi;

d) Certificato di penalità rilasciato dalla cancelleria del Tribunale correzionale nella cui giurisdizione è nato l'aspirante;

e) Certificato di buoni costumi e di buona condotta.

5° Gli aspiranti dovranno presentare personalmente le domande ed i relativi documenti al Comando del distretto nel quale sono domiciliati, ed in tale circostanza saranno sottoposti a visita medica onde riconoscere se siano di costituzione fisica atta, sotto ogni rapporto, al servizio militare.

6° Gli aspiranti che già appartenessero all'esercito, o come militari di truppa o come ufficiali veterinari di complemento, dovranno far pervenire a questo Ministero le loro domande per mezzo del rispettivo comandante di corpo, o di distretto, accompagnate dai documenti di cui alla lettera *C*, del numero 4.

I detti comandanti vi uniranno il relativo foglio matricolare.

7° Ai postulanti sarà notificato l'esito delle loro domande per mezzo dei rispettivi sindaci, se civili, e per via del rispettivo comandante di corpo o distretto, se militari. Con tale notificazione, i postulanti che non saranno stati ammessi agli esami di concorso riceveranno i documenti presentati.

8° Gli esami saranno divisi in tre distinti esperimenti: scritto, verbale e teorico pratico, e verteranno sulle seguenti materie: (*)

a) Esperimento in iscritto:
- Igiene, ippotecnia e polizia sanitaria;

b) Esperimento verbale:
- Anatomia fisiologica e patologica,
- Patologia generale e speciale medica e chirurgica,
- Terapia medica e chirurgica e materia medica;

c) Esperimento teorico pratico:
- Clinica medica e chirurgica,
- Operazioni chirurgiche,
- Anatomia topografica.

(*) Le modalità, per gli esami e per le votazioni, come pure i programmi particolareggiati, sono quelli esistenti a pag. 246 e seguenti del *Giornale Militare*, 1880 (parte 2ª).

9° Entro trenta giorni da quello in cui saranno stati ultimati gli esami, saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* i nomi di coloro che avranno conseguito l'idoneità per la nomina a sottotenente veterinario, e saranno restituiti a tutti i concorrenti i documenti presentati.

Roma, 15 luglio 1881.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso al posto d'ispettore presso il R. Conservatorio Musicale di Milano, retribuito collo stipendio di lire 1400 annue.

Sono titoli necessari al concorso, la fede di nascita, da cui risulti che l'aspirante non ha varcato il 45° anno di sua età; la fede di buona condotta, ed un certificato medico di sana costituzione.

Il Consiglio accademico si riserva di invitare all'esame i concorrenti nel caso gli abbisognasse questa prova, per determinare il giudizio.

Le istanze, corredate dai titoli, dovranno essere presentate al R. Ministero dell'Istruzione Pubblica, non più tardi del giorno 31 agosto p. v.

Roma, addì 19 luglio 1881.

Il Direttore Generale delle Antichità e Belle Arti
FIORELLI.

CONCORSO *ad un assegno annuale di perfezionamento negli studi all'estero, di fondazione della Commissione centrale di beneficenza, amministratrice della Cassa di risparmio in Milano, e intitolato alla memoria di* RE VITTORIO EMANUELE II.

È aperto il concorso al predetto assegno di perfezionamento negli studi all'estero, di lire 3000 (lire tremila), e per la durata di un anno a cominciare dal primo novembre 1881.

Tale assegno è riservato ai giovani di famiglie appartenenti, per nascita o per domicilio, alle provincie di Bergamo, Brescia, Como, Cremona, Mantova, Milano, Novara, Pavia, Rovigo, Sondrio, Treviso, Verona e Vicenza.

I concorrenti dovranno essere laureati almeno da un anno, e da non più di quattro anni, contando dal giorno della conseguita laurea sino al termine utile per la presentazione delle domande.

Il concorso segue a mezzo di memorie originali, che gli aspiranti presenteranno con la domanda ed il diploma di laurea, non più tardi del 20 agosto p. v.

Le domande dovranno essere accompagnate:

a) Da un certificato regolare che provi appartenere il concorrente, per nascita o domicilio, ad una delle tredici provincie sovra indicate;

b) Da un attestato o da un atto di notorietà pubblica, col quale, in conformità dell'art. 102, n. 8, della vigente legge comunale e provinciale, il sindaco del luogo ove il concorrente ha domicilio accerti che la famiglia di lui non possiede mezzi sufficienti per sostenere le spese necessarie a fargli compiere gli studi nei quali vuole perfezionarsi.

I concorrenti dovranno dichiarare in qual ramo di scienze intendano perfezionarsi, e con quali studi vi si sieno apparecchiati.

Roma . . . . . luglio 1881.

Il Direttore Capo della Divisione per l'Istruzione Superiore
P. PADOA.

CONCORSO *agli assegni di perfezionamento negli studi all'interno per l'anno scolastico* 1881-82.

È aperto il concorso a nove assegni di perfezionamento negli studi all'interno, di lire milleduecento (1200) ciascuno, per la durata di un anno, a cominciare dal primo novembre 1881.

Il concorso segue a mezzo di memorie originali che i concorrenti presenteranno insieme con le domande, non più tardi del 15 agosto p. v.

I concorrenti dovranno provare di essere laureati da non più di quattro anni.

Dei nove assegni, due sono destinati agli studi della matematica superiore per i laureati in matematiche pure nelle Università, o laureati ingegneri nelle Scuole d'applicazione.

I vincitori degli altri sette assegni potranno, secondo gli studi a cui attendono, essere ricevuti nelle Regie Università ed Istituti superiori, nonchè nella stazione Dohrn di Napoli e nel manicomio di San Lazzaro in Reggio d'Emilia.

I concorrenti dovranno indicare nella domanda in qual ramo di scienza intendono perfezionarsi e con quali studi vi si sieno apparecchiati.

Roma, addì 7 luglio 1881.

Il Direttore Capo della Divisione per l'Istruzione Superiore
P. PADOA.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: n. 124929 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 8329 della soppressa Direzione di Milano), per lire 10, al nome di Scesa *Ernesta* di Giuseppe, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Scesa *Ernesto* di Giuseppe, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, lì 24 giugno 1881.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazone*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: num. 697010 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 65, al nome di De Petrinis Marianna fu *Domenico*, moglie di De Maffutiis Gerardo, domiciliata in Auletta (Salerno), è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti alla Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a De Petrinis Marianna fu *Giuseppe*, moglie di De Maffutiis Gerardo, domiciliata in Auletta, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, lì 18 luglio 1881.

Il Direttore Generale: NOVELLI.

AMMINISTRAZIONE CENTRALE
DELLA CASSA DEI DEPOSITI E PRESTITI
PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

In conformità al disposto dall'articolo 21 del R. decreto 31 marzo 1864, n. 1725, per la esecuzione della legge 24 gennaio stesso anno, n. 1636, sull'affrancamento dei canoni, censi ed altre prestazioni dovute a Corpi morali, si deduce a pubblica notizia per norma di chi possa avervi interesse che, essendo stato dichiarato smarrito il certificato di affrancazione infradesignato a favore della Fabbriceria della chiesa parrocchiale di San Martino di Struppa, sarà fatto luogo alle operazioni inerenti al domandato investimento in rendita dell'annualità risultante dal certificato stesso, ove non siano state fatte opposizioni, un mese dopo la pubblicazione del presente.

Certificato n. 1848 per l'annualità di lire tre, emesso dalla ora soppressa Cassa dei depositi e prestiti in Torino, per compimento dell'affrancazione di un'annua prestazione dovuta da Gio. Battista e Giacomo fratelli Costigliolo fu Giuseppe alla Fabbriceria suindicata per celebrazione di messe in adempimento del legato disposto da Pasqualino Zerbi, con testamento del 25 settembre 1692, rogato Selvano.

Roma, il 17 luglio 1881.

Il Direttore Generale: NOVELLI.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

L'*Agenzia Havas* comunica ai giornali il seguente dispaccio da Costantinopoli, 15 luglio, giuntole per la via di Bucarest:

" La festa del 14 luglio coincidendo coll'anniversario della nascita del sultano, gli stazionari ottomani ancorati a Galata ed a Therapia, residenza d'estate degli ambasciatori, dovevano inalberare le bandiere francese e turca.

" Lo stazionario ottomano a Therapia inalberò le due bandiere. Lo stazionario francese il *Petrel* inalberò parimenti le bandiere francese ed ottomana. Ma riconducendo il personale dell'Ambasciata a Pera il *Petrel* constatò che lo stazionario ottomano ancorato a Galata non aveva inalberato la bandiera francese.

" Il comandante del *Petrel*, signor Roustan, abbassò tosto la bandiera ottomana e le sostituì una seconda bandiera francese. Inoltre lo stazionario ottomano non tirò la salva regolamentare di ventun colpi di cannone.

" Il signor Montholon, incaricato d'affari di Francia in assenza dell'ambasciatore, signor Tissot, mandò tosto a domandare delle spiegazioni. L'Ammiragliato turco rispose che la bandiera francese era stata issata a Therapia, ma che, relativamente alle salve, le istruzioni erano state inviate troppo tardi.

" L'incidente verrà risolto in via diplomatica. „

Accettando il mandato di deputato al Parlamento ungherese, il ministro presidente, signor Tisza, ha tenuto ai suoi elettori di Szeps Szentgyorgy un discorso nel quale accennò a quanto ha fatto il ministero da lui presieduto per eliminare il *deficit* e per ristabilire il credito dello Stato.

Il signor Tisza parlò contro coloro i quali opinano che la legge fondamentale dello Stato, creata d'accordo coll'Au-

stria, potrebbe essere mutata se essi giungessero al potere. Nessuna delle due parti della monarchia, disse egli, potrebbe ammettere una modificazione unilaterale.

Circa alla questione delle nazionalità, il ministro disse essere incompatibile per uno Stato libero, ed oggigiorno essere impossibile ed inutile di *magiarizzare* coloro che non sono nati ungheresi. Potersi però e doversi anzi esigere che chiunque vive in Ungheria, pur facendo uso della propria lingua materna, sia fedele cittadino dello Stato ungherese e non nutra aspirazioni contrarie ad esso.

All'aprirsi del Parlamento, conchiuse il ministro, si avranno a discutere le questioni relative all'amministrazione, alla giustizia, alle finanze ed al commercio, e si possono attendere dei miglioramenti nelle condizioni delle comunicazioni, del commercio e delle industrie.

Il corrispondente particolare del *Temps* da Orano invia telegraficamente a questo giornale, in data del 16 luglio, un sunto della relazione del Consiglio generale di quella provincia sulle cause dell'insurrezione.

Dalla relazione apparisce che la insurrezione era preveduta da un anno. Alcuni ufficiali di Saïda avevano avvisata l'autorità superiore dei timori che loro ispirava il contegno delle tribù del sud. Essi conoscevano i maneggi di Bu-Amema per costituire una associazione insurrezionale.

Inoltre, si annunziava l'esistenza di un forte malcontento presso i grandi capi della provincia e fra le tribù limitrofe al Marocco. In conseguenza di rimaneggiamenti territoriali e della sostituzione del regime civile al regime militare, venne quasi simultaneamente diminuita la estensione di paese alla quale si trovavano preposti Bach-agha di Frendah e di Ben-Saharcù-agha degli Harrar. Malgrado i richiami e le proteste delle tribù, si volle persistere in queste novità territoriali, e di qui il malcontento crebbe enormemente. Di più a Bach-agha erasi promesso un compenso che poi non gli venne mai dato.

Sembra che i due aghas siansi posti in relazione con Bu-Amema.

L'espulsione dei Djembaa, frazione della grande tribù degli Hamyan, dal territorio algerino che essi occupavano da oltre trent'anni al sud di Sebdou, pose il colmo al malumore delle popolazioni.

Fu in tali contingenze che Bu-Amema fece la sua apparizione giovandosi anche di ogni specie di argomento religioso.

Il governo dell'Algeria propose successivamente al governo centrale di Francia diverse misure allo scopo di prevenire in tempo le conseguenze di una situazione così pericolosa. Ma, stando alla relazione, sarebbe stato appunto il governo centrale, e precisamente il ministro della guerra che non avrebbe voluto tener conto di siffatti avvertimenti e proposte. Laonde la maggiore responsabilità di ciò che successe poi sarebbe da imputare al governo francese direttamente.

Aumentando i sospetti a carico di Bu-Amema, questi venne chiamato per dare spiegazioni. Ma egli si guardò bene dal comparire, e mandò invece un vecchio caïd. Fu per volersi impadronire di questo emissario di Bu-Amema che il luogotenente Weinbrenner venne ucciso dalla tribù degli Ouled-Ziad. Dopo il quale impreveduto avvenimento, Bu-Amema gettò la maschera e si diede a bandire scopertamente la guerra santa ed occorsero i primi atti insurrezionali.

La relazione prosegue esponendo i primi fatti militari e gli altri incidenti di diversa specie che contraddistinsero il primo periodo della insurrezione, constatando come la narrazione dei medesimi si trovi per la massima parte in assoluto disaccordo coi rapporti delle autorità militari.

Poi la relazione constata che la poca efficacia delle operazioni militari contro agli insorti ha posto a dura prova anche le tribù rimaste fedeli e le parti del territorio più civilizzate.

Infine la relazione annunzia che la insurrezione continua; che Bu-Amema persiste in una attitudine offensiva e che le tribù circostanti a Saida sono in effervescenza.

Dispacci successivi da Orano dicono che la discordia regna fra i contingenti di Bu-Amema che si ripiegò sopra Alkoura e che si adopera a tutt'uomo per trarre dalla sua Si-Sliman-ben-Kaddour, il quale però non sembrerebbe disposto a secondarlo.

I telegrammi che si leggono nei giornali francesi circa la occupazione di Sfax contengono finora pochi particolari.

La squadra partita da Tolone giunse davanti alla città giovedì. Bombardò tutto venerdì, e la sera di tal giorno prese le disposizioni per l'attacco. La mattina di sabato l'attacco ebbe luogo di fronte e la città fu occupata. La resistenza da parte degli assaliti fu seria. Le imbarcazioni provarono grande difficoltà ad avvicinarsi alla spiaggia per causa del fondo melmoso. Alle sette antimeridiane le porte della città erano state forzate. Alle otto la occupazione era compiuta. Attorno alla città si combattè per due ore. Il comando della piazza fu affidato al colonnello Jamais. L'indomani le compagnie di sbarco dovevano tornare a bordo.

Il *district attorney* (procuratore generale) di Washington ha pubblicato il resoconto completo dell'attentato contro il presidente Garfield, secondo le confessioni che sono state fatte dall'assassino stesso. Ecco, secondo le confessioni di Guiteau in quali circostanze ebbe luogo l'attentato:

L'assassino era arrivato a Washington il 6 marzo decorso. Esso era privo di risorse e visse d'espedienti fino al 18 maggio, giorno in cui concepì il progetto di attentare ai giorni del signor Garfield.

Per riuscire nel suo intento prese a prestito da un amico, l'8 giugno, col pretesto di pagare la pigione, una somma di 15 dollari, che esso impiegò nell'acquisto di un *revolver*. Poi si esercitò nel tiro a segno finchè gli parve di potere con sicurezza colpire la sua vittima.

Il 12 giugno seguì il presidente alla chiesa, ma vedendo che non poteva tirare sul presidente senza mettere in pericolo la vita di parecchie altre persone, risolvette di differire l'esecuzione del suo progetto alla domenica prossima.

Il sabato però il signor Garfield doveva partire per Long Branch con la moglie. Guiteau, avendolo saputo, decise di compiere quel giorno il misfatto. Esso si recò alla stazione al momento in cui il presidente doveva prender posto nella carrozza, ma alla vista della signora Garfield, che era molto inferma, decise di differire nuovamente il suo sinistro di-

segno. Il 29 giugno il presidente, di ritorno a Washington, uscì in vettura. Guiteau lo seguì, ma non trovò l'occasione che cercava.

Il 1° luglio di sera, il signor Garfield si recò a piedi presso il signor Blaine e ritornò alla Casa Bianca in compagnia del segretario. Guiteau che lo seguiva non lo perdette di vista un istante, ma delle circostanze fortuite gli impedirono ancora una volta di raggiungere il suo scopo. Sapeva però che il giorno appresso il signor Garfield doveva recarsi a Long Branch presso la sua consorte. Lo attese tranquillamente alla stazione e quando vi giunse gli tirò due colpi di *revolver*. Deciso di costituirsi spontaneamente aveva noleggiato un *fiacre* che doveva condurlo alla prigione. Il resto è noto.

Secondo le ultime notizie da Buenos-Ayres, che portano la data del 10 giugno, si considerava una guerra tra il Chilì e la Repubblica Argentina come improbabile. La questione delle frontiere può riguardarsi come appianata. Nel discorso pronunciato all'apertura del Congresso di Santiago, il 1° giugno ultimo, il presidente della repubblica chilena aveva fatto intravedere la probabilita di un accomodamento favorevole. Esso diceva: " Io spingerò con tutte le mie forze alla stipulazione di un trattato che stringerà più intimamente i legami esistenti tra i due paesi e rimuoverà in modo definitivo ogni sentimento di gelosia che valesse a turbare l'amicizia reciproca tanto necessaria all'uno e all'altro. „

Da allora le proposte di accomodamento presentate dai delegati dell'America settentrionale a Santiago, sono state accettate dai governi del Chilì e della Repubblica Argentina. Non si conosce ancora il testo ufficiale dell'accomodamento, ma la sostanza si può riassumere, secondo informazioni di fonte attendibile, come appresso:

" La frontiera tra il Chilì e la Repubblica Argentina sarà la vetta delle Ande fino al 42° 49' di latitudine e fino al 72° di longitudine. La Terra del Fuoco sarà divisa in due parti eguali, l'una settentrionale, l'altra meridionale. La costruzione di forti e di stazioni nel territorio che è stato oggetto di contestazione è interdetta a tutte due le repubbliche.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Madrid, 19. — Assicurasi che la questione dei soccorsi agli spagnuoli danneggiati in Algeria sia definitivamente sciolta. Una Commissione sarebbe incaricata di fissare le somme.

Londra, 19. — Il nuovo *Libro Azzurro* sugli affari di Tunisi contiene un dispaccio del 22 giugno nel quale lord Granville dichiara a Lyons che qualora i sudditi ed il commercio inglesi non siano seriamente lesi, non vi ha luogo ad un conflitto a Tunisi tra gli interessi della Francia e quelli dell'Inghilterra.

Tunisi, 19. — Nel combattimento del 17 corrente, vicino a Sfax, 300 difensori della città e 200 cavalieri arabi sarebbero stati uccisi, fra i quali il capo dell'insurrezione. È giunto Mustafà.

Roma, 19. — Il Consiglio superiore dei Lavori Pubblici ha approvato il progetto della nuova stazione della città di Pescara in servizio della ferrovia Aquila-Pescara-Sulmona.

Napoli, 19. — Stanotte fu intesa una scossa di terremoto a Casamicciola. Nessun danno.

Cagliari, 19. — La *Vittorio Emanuele* è partita la scorsa notte.

Venezia, 19. — È giunto stamane il R. trasporto *Dora*.

Palermo, 19. — Stamane partirono la *Roma* per Napoli e la cisterna *Pagano* per Tunisi.

Londra, 19. — *Seguito del dispaccio di lord Granville a Lyons.* — La posizione della Francia a Tunisi si collega difficilmente ad un precedente conosciuto, e salvo un amichevole accordo, potrebbero sorgere complicazioni tali che sarebbe più prudente l'evitarle. Quantunque colta all'improvviso, l'Inghilterra diede al suo console l'istruzione di continuare a trattare col bey, comunicando però con Roustan quando verrà diretto al console di Francia dal governo tunisino. L'Inghilterra non rinunzia ad alcun diritto garantitole dai trattati, riservandosi di adottare una condotta opportuna se fossero lesi i suoi diritti legittimi. Gli agenti consolari inglesi a Tunisi avendo diritto ai medesimi onori degli agenti delle altre nazioni, sarebbe da desiderarsi che il personaggio rappresentante la Reggenza per le relazioni estere non fosse il funzionario stesso col quale, nella sua qualità di console di Francia, gli affari consolari dell'estero debbono trattarsi. Il governo è persuaso che le relazioni amichevoli fra l'Inghilterra e la Francia non saranno alterate, ma invita Lyons ad insistere onde Barthélemy Saint-Hilaire raccomandi la prudenza agli agenti suoi.

Lyons risponde a Granville, in data del 23 giugno, constatando che Barthélemy Saint Hilaire riconobbe la condotta amichevole dell'Inghilterra nella questione tunisina e dichiarò che non aveva l'intenzione di autorizzare gli agenti francesi a rivendicare diritti esagerati. Quanto prima verrà pubblicata una nota nella quale il ministro francese degli esteri dimostrerà che il nuovo stato di cose non impedirà le comunicazioni personali fra il bey e i consoli stranieri. Il ministro terminò col dire che egli raccomanderebbe espressamente agli agenti francesi di agire colla massima prudenza.

Il *Times*, discutendo questi documenti, spera che la parte moderata del popolo francese riconoscerà che è tempo oramai di fermarsi. Il *Times* apprezza molto l'alleanza francese, che esso desidera durevole, ma nessuna delle due nazioni deve formar piani aggressivi ed arrischiati, che potrebbero provocare una pericolosa collisione dei sentimenti e degli interessi reciproci.

Londra, 19. — Il *Morning Post* ha da Berlino: « Corre voce che Skobeleff sia incaricato di una missione segreta per un'alleanza tra la Francia e la Russia. »

Ieri al Congresso rivoluzionario di Londra assistevano i delegati della Germania, dell'Austria, della Francia, dell'Italia e della Spagna. Fra i delegati vi era Luisa Michel e Krapotkine. I discorsi furono violenti.

Lo *Standard* ha da Berlino, 18, che l'Italia chiede all'Austria di stipulare un accordo colle altre potenze per obbligarsi ad una mutua neutralità nei Balcani durante alcuni anni.

Salonicco, 19. — Le corazzate *Principe Amedeo*, *Affondatore* e l'avviso *M. A. Colonna* sono partiti stamane per Brindisi.

Genova, 19. — Lo sciopero è terminato ed il lavoro quasi generalmente ripreso.

Roma, 19. — Il *Giornale dei Lavori Pubblici e delle Strade Ferrate* del 20 corrente dà notizie sullo stato dei lavori delle ferrovie Aquila-Rieti, Termoli-Campobasso e Benevento-Campobasso, che si costruiscono dalla Società delle Ferrovie Meridionali.

Della prima fra un anno sarà aperto all'esercizio il primo tronco da Aquila a Rocca di Corno. Si sono spese già lire 265,455 89, ed impiegati 19,086 operai.

Per la ferrovia Termoli-Campobasso s'impiegano in media 462 operai, e si sono spese lire 1,097,000.

Per la ferrovia Campobasso-Benevento s'impiega una media di 4800 operai, si sono spese lire 3,700,000 ed i lavori sono attivati alacremente nei primi 27 chilometri.

Neustettin, 19. — In seguito ad una rissa fra due giornalisti israeliti ed un cristiano, il quale riportò sette ferite alla testa, accaddero disordini nelle ultime due notti. Furono rotte le finestre di molte case di ebrei. Una ventina d'individui vennero arrestati.

Parigi, 19. — Confermasi che nel combattimento di domenica, presso Sfax, la maggior parte dei capi insorti, specialmente i due fratelli Djeruba, furono uccisi. Il colonnello Jamais, comandante di Sfax, ordinò il disarmo immediato e la consegna di ostaggi, una indennità di guerra di quindici milioni, la fornitura di cammelli e muli, nonchè di tutte le altre requisizioni necessarie, infine la responsabilità effettiva della popolazione nel caso di distruzione del telegrafo o di qualsiasi attentato contro la sicurezza dell'esercito.

500 cavalieri Zlass, tribù accampata tra Kairuan e Zighuan, entrarono a Kairuan e fecero cessare la riscossione dei diritti di consumo e sul sale. 1500 cavalieri della tribù vicina degli Hamana marciano su Mateur. I saccheggi nei dintorni di Tunisi furono compiuti dai Metallit, tribù accampata tra Sfax e Susa. Avrebbero rubati 2000 camelli appartenenti al bey; inoltre assassinarono due maltesi. Altri predoni appartenenti alle tribù della Tripolitania, le quali emigrano ogni estate in Tunisia, saccheggiarono la proprietà del generale tunisino Benturquia, posta a Gorombalia, fra Tunisi e Hammanet. Rubarono 1200 montoni e 250 buoi.

Dicesi che il generale Saussier organizzerà a Costantina un corpo di spedizione che marcerà su Kairuan, attraversando da Occidente ad Oriente il centro della Tunisia.

Parigi, 19. — *Camera dei deputati.* — Du Bodan, della destra, accusa di imprevidenza Grévy, governatore generale dell'Algeria; chiede quali saranno i rapporti fra Grévy ed il generale Saussier. L'oratore rende responsabile Grévy dell'insurrezione.

Ferry difende Grévy. Dichiara che il generale Saussier avrà una libertà completa nelle operazioni militari; scongiura l'opposizione ad aiutare il governo a calmare il panico ingiustificato in una questione che non interessa i partiti ma l'intiera Francia.

Janvier chiede che si invii in Algeria forze sufficienti a far cessare una situazione umiliante ed indegna della Francia. Consiglia a rinunziare all'utopia pericolosa del regime civile in Algeria.

L'ordine del giorno puro e semplice chiesto dal governo è approvato con 353 voti contro 130.

Londra, 19. — *Camera dei lordi.* — L'interpellanza di lord Dunraven sulla Tunisia fu rinviata a venerdì a causa dell'assenza di Granville indisposto.

Bollettino delle Finanze, Ferrovie e Industrie. — Il n. 29 del *Bollettino delle Finanze, Ferrovie e Industrie*, che si pubblica in Roma tutte le domeniche, contiene le seguenti materie:

Parte finanziaria. — Rassegna settimanale delle Borse — *Note ed appunti sugli Istituti di credito e industriali* — Banca Romana — Società generale di Credito Mobiliare Italiano: Situazione finanziaria delle ferrovie Sarde — La situazione del Tesoro al 30 giugno 1881 — L'abolizione del corso forzoso — Le cedole dei titoli di rendita del nuovo Prestito — La moneta divisionaria.

Parte ferroviaria. — Statistica delle tramvie a vapore ed a cavalli — Ferrovie aperte al pubblico esercizio nel 1° semestre 1881 — Le nuove ferrovie.

Parte industriale. — Nuovo processo per la disincrostazione delle caldaie — Trasmissioni telefoniche senza isolare i conduttori.

Parte commerciale. — Rassegna dei mercati — L'industria serica negli Stati Uniti d'America (*cont. e fine*) — Traffico con la China — L'importazione dei fusti vuoti per il trasporto del vino — Linea di navigazione Rubattino fra Malta e Bengasi — Giurisprudenza commerciale.

Assicurazioni. — Società Reale di assicurazione mutua a quota fissa contro i danni degli incendi in Torino.

Nostre corrispondenze: Napoli — Parigi.

Nostre particolari informazioni — Memoriale dei commercianti, industriali e spedizionieri — Memoriale degli appaltatori — Estrazioni: Prestito Blount - RR. miniere e fonderie del ferro toscane - Prestito unificativo della provincia di Chieti, 1873 - Città di Urbino - Bologna, 1864, 1868 e 1872 - Vittorio, 1877 - Cremona, 1872 - Ferrara, 1875 - Genova 1849 e 1868 - Comune di Giuliano Teatino, 1876.

Situazioni: Banco di Napoli — Annunzi — Borse.

Condizioni d'abbonamento: Italia anno lire 10, sei mesi lire 6; Estero anno lire 13, sei mesi lire 7 in oro.

BOLLETTINO METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 19 luglio

Stazioni	Stato del cielo 7 ant.	Stato del mare 7 ant.	Temperatura Massima	Temperatura Minima
Belluno	sereno	—	32,7	20,5
Domodossola	caliginoso	—	33,4	25,8
Milano	1/2 coperto	—	37,3	25,5
Venezia	sereno	calmo	32,5	24,6
Torino	1/4 coperto	—	33,0	23,3
Parma	1/4 coperto	—	34,6	23,2
Modena	nebbioso	—	33,7	20,3
Genova	sereno	calmo	30,2	24,8
Pesaro	1/4 coperto	calmo	29,2	19,3
P. Maurizio	sereno	calmo	29,0	23,4
Firenze	sereno	—	39,0	23,8
Urbino	sereno	—	29,8	22,9
Ancona	sereno	calmo	31,3	24,6
Livorno	sereno	calmo	30,4	23,5
C. di Castello	sereno	—	35,4	17,1
Camerino	sereno	—	30,1	20,6
Aquila	sereno	—	23,6	19,1
Roma	sereno	—	34,2	21,0
Foggia	sereno	—	34,2	22,4
Napoli	sereno	calmo	33,3	25,3
Potenza	sereno	—	30,2	16,5
Lecce	1/2 coperto	—	31,6	23,9
Cosenza	3/4 coperto	—	33,0	19,4
Cagliari	sereno	calmo	35,0	21,0
Catanzaro	1/2 coperto	—	29,0	20,2
Reggio Cal.	sereno	tranquillo	28,0	23,5
Palermo	sereno	calmo	30,5	20,5
Caltanissetta	sereno	—	30,9	17,8
P. Empedocle	sereno	tranquillo	—	—
Siracusa	sereno	legg. mosso	31,2	24,5

TELEGRAMMA METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, lì 19 luglio 1881.

Pressione crescente all'E d'Europa; decrescente all'W; massima (767) in Transilvania. Pietroburgo 754, Lorient 757. Una depressione proveniente dall'Atlantico invade la Francia.

In Italia barometro leggermente salito ed assai livellato intorno a 763 mm.

Cielo leggermente coperto al N ed al S del continente; sereno altrove. Maestro debole o moderato nelle Puglie e in Terra d'Otranto. Venti debolissimi e variabili altrove.

Temperatura aumentata nell'Italia inferiore; giunta ieri a 37 gradi a Milano; a 39 a Firenze.

Mare mosso a Brindisi.

Osservatorio del Collegio Romano — 19 luglio 1881.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^{m},65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	762,5	761,8	761,2	761,6
Termomet. esterno (centigrado)	25,2	34,6	34,1	28,2
Umidità relativa...	57	28	31	66
Umidità assoluta...	13,53	11,25	12,57	18,82
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	WSW. 0	SW. 14	SW. 18	WSW. 5
Stato del cielo.......	0. sereno	1. cumuli orizz.	1. cumuli cirri	4. nubi orizz lampi al sud

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Massimo = 34,7 C. = 27,8 R. | Minimo = 21,0 C. = 16,8 R.
A sera e al tardi temporali lontani con lampi e qualche tuono, cielo nuvoloso al vario.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA
del dì 20 luglio 1881.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	1° gennaio 1882	—	—	89 45	89 40	—	—	—	—	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860/64 .	1° aprile 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	95 »
Prestito Romano, Blount	»	—	—	—	—	—	—	—	—	92 50
Detto Rothschild	1° giugno 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	94 80
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0 . .	1° aprile 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeressata de' Tabacchi	»	500 »	350 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette 6 0/0	»	500 »	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita Austriaca	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana.	1° gennaio 1881	1000 »	750 »	—	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	1° luglio 1881	1000 »	1000 »	—	—	—	—	—	—	1105 »
Banca Generale	»	500 »	250 »	—	—	—	—	—	—	647 »
Banca Nazionale Toscana	»	1000 »	700 »	—	—	—	—	—	—	—
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	»	500 »	400 »	—	—	—	—	—	—	—
Società Immobiliare	»	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Banco di Roma	»	500 »	250 »	—	—	—	—	—	—	621 »
Banca Tiberina	»	250 »	125 »	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito .	1° aprile 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	470 75
Fondiaria (Incendi)	1° gennaio 1881	500 oro	100 oro	—	—	—	—	—	—	—
Idem (Vita)	»	250 oro	125 oro	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia.....	1° luglio 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	895 »
Obbligazioni detta	»	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Società italiana per condotte d'acqua .	»	500 oro	150 oro	—	—	—	—	—	—	540 »
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas . .	1° gennaio 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	942 »
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 »	250 »	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Romane	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali.........	1° luglio 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	480 »
Obbligazioni dette	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 per cento (oro) ...	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Comp. R. Ferr. Sarde, az. di preferenza	—	250 »	250 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferrovie Sarde nuova emiss. 3 0/0	1° aprile 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	280 »
Az. Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Società Romana delle Miniere di ferro. .	—	537 50	537 50	—	—	—	—	—	—	—
Gas di Civitavecchia	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Pio Ostiense	—	430 »	430 »	—	—	—	—	—	—	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	100 07 1/2	99 82 1/2	—
Marsiglia	90			
Lione	90			
Londra	90	25 30	25 24	—
Augusta	90	—	—	—
Vienna	90	—	—	—
Trieste	90	—	—	—
Oro, pezzi da 20 lire..........	—	20 21	20 19	—
Sconto di Banca	—	—	—	—

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0/0 (2° semestre 1881) 91 62 1/2 cont. - 91 62 1/2 fine.

Il Sindaco: A. PIERI.

Ad istanza del signor Ferdinando Buonaccorsi del fu Giuseppe, rappresentante legale della Banca Generale in Roma, appaltatrice della Ricevitoria provinciale di Roma, si rende pubblico il seguente

AVVISO.

Nel giorno 10 agosto 1881, ad ore 10 antimeridiane, ed occorrendo un secondo e terzo esperimento nei giorni 16 e 22 agosto, avrà luogo nella Regia Pretura di Ceprano la subasta dei seguenti fondi, posti nel comune di Falvaterra, a danno del signor Benedetti Beniamino e fratello don Francesco Maria:

1. Terreno seminativo, contrada Montelungo, di superficie di cent. 73, sezione 1ª, particella 233, valore censuario baj. 55, confinanti strada a due lati, Biasi D. Pietro, Jannucci Francesco — 2. Terreno pascolivo, contrada Miradello, di superficie cent. 16, sez. 1ª, part. 257, valore censuario baj. 1, confinanti strada, Santilli prete Antonio, Rosati Antonio — 3. Terreno seminativo, contrada Fraginali, di superficie are 2, cent. 2, sez. 1ª, part. 292, valore censuario baj. 2, confinanti via Fraginali, Marroni Giuseppe, Capparelli Rodolfo, salvi ecc. — 4. Terreno seminativo, contrada Orta, di superficie are 6, cent. 60, sez. 1ª, part. 604, valore censuario scudi 42 14, confinanti via Fosso, strada e Jannucci Francesco, salvi ecc. — 5. Terreno, pascoli, contrada Grotte Quaresima, superficie cent. 25, sez. 1ª, part. 1144, valore censuario baj. 17, confinanti strada, Andreozzi Bernardino, Giuseppe, Filippo fu Luigi — 6. Terreno, pascoli, contrada Collemanno, superficie are 16, cent. 62, sez. 2ª, part. 156, valore censuario baj. 17, confinanti fosso, via delle Grotte, Colonna principe don Andrea ed Abbazia di San Nicola — 7. Terreno seminativo, contrada Fontana Selva, di superficie are 35, cent. 90, sez. 1ª, part. 157, 158, valore censuario baj. 36, confinanti lo stesso Benedetti, Abbazia di San Nicola, Colonna don Giovanni — 8. Terreno, pascoli, contrada Cavi, di superficie are 8, cent. 92, sez. 2ª, part. 231, valore censuario baj. 9, confinanti strada, Todini Sosio e Cappellania del Carmine — 9. Terreno, pascoli, contrada Toccatore di Palombi, di superficie are 47, cent. 22, sez. 2ª, part. 261, valore censuario baj. 47, confinanti Jacovacci Giovanni, Benedetti Gio. Battista, strada, salvi ecc. — 10. Terreno, pascoli, contrada Collemanno, superficie are 17, cent. 58, sez. 2ª, part. 334, 335, valore censuario baj. 39, confinanti fosso, Abbazia di San Nicola e Colonna D. Giovanni — 11. Terreno, pascoli, contrada dell'Obbaco, superficie are 2, cent. 92, sez. 2ª, part. 338, valore censuario baj. 03, confinanti via delle Grotte, Capparelli Sebastiano, fosso dell'Obbaco — 12. Terreno seminativo, contrada dell'Obbaco, di superficie are 2, cent. 52, sez. 2ª, part. 339, valore censuario baj. 3, confinanti via delle Grotte, Capparelli Sebastiano, fosso dell'Obbaco — 13. Terreno seminativo, contrada Fraginali, di superficie cent. 18, sez. 1ª, part. 299, valore cens. baj. 1, confinanti via Fraginali, Deangelis Giovanni e Antonio — 14. Terreno, pascoli, contr. Fraginali, di superficie are 2, cent. 40, sez. 1ª, part. 301, valore cens. baj. 1, confinanti via Fraginali, Deangelis Giovanni e Antonio — 15. Terreno seminativo vitato, contrada Termalle, di superficie di are 1, cent. 30, sez. 1ª, part. 307, valore censuario scudi 2 e baj. 78, confinanti strada tre a tre lati, Andreozzi Filippo — 16. Terreno pascoli olivati, contrada Termalle, superficie are 3, cent. 40, sez. 1ª, part. 308, valore censuario scudi 6 e baj. 58, confinanti strada tre a tre lati, Andreozzi Filippo — 17. Terreno seminativo, contrada Termalle, di superficie are 12, cent. 10, sez. 1ª, part. 309, valore censuario scudi 32 91, confinanti strada tre a tre lati, Andreozzi Filippo, Jannucci Francesco — 18. Terreno pascolo olivato, contrada Morrone, di superficie are 4, cent. 50, sez. 1ª, part. 804, valore censuario scudi 31 07, confinanti via del Morrone, Deangelis Giovanni e Cappellania del Rosario — 19. Terreno pascoli, contrada Morrone, di superficie are 1, cent. 5, sez. 1ª, part. 805, valore censuario baj. 37, confinanti via del Morrone, Deangelis Giovanni e Cappellania del Rosario — 20. Terreno pascoli, contrada Farneto, di superficie are 24, cent. 80, sez. 2ª, part. 256, valore censuario baj. 25, confinanti strada, lo stesso Benedetti e Cappellania de' Pinti. — 21. Terreno pascoli, contrada Ceracchi, di superficie are 19, cent. 80, sezione 1ª, part. 250, valore censuario scudi 20, confinanti strada, lo stesso Benedetti e Cappellania de' Pinti — 22. Terreno seminativo, contrada Fraginali, di superficie are 1, cent. 40, sez. 1ª, part. 1005, valore censuario baj. 81, confinanti strada, Todini Sosio, Cascarelli — 23. Casa d'abitazione, vani 16, via della Porta, n. 7, sez. 1ª, part. 86 sub. 2, 87 sub. 4, 1190 sub. 1, valore censuario scudi 105, confinanti Cristoforo Giuseppe, Deangelis Giuseppe, Piccirilli Antonio — 24. Cantina, vano uno, in Piazza della Porta, n. 4, sez. 1ª, part. 1191 sub. 2, valore censuario scudi 4 50, confinanti Ricci Luigi fu Ermenegildo, Capparelli Settimio e via della Porta.

Posti in vendita col prezzo minimo in complesso di lire 30,553; somma da depositarsi in garanzia dell'offerta lire 1507 65.

Il prezzo dovrà sborsarsi nei tre giorni successivi all'aggiudicazione; le spese tutte saranno a carico del deliberatario.

Roma, li 20 luglio 1881.

3821 *Il Ricevitore provinciale*: FERDINANDO BUONACCORSI.

AMMINISTRAZIONE DEGLI OSPIZI CIVILI DI PIACENZA

In seguito alla deserzione di due esperimenti d'asta, nel giorno sei agosto prossimo, alle ore 12 meridiane, negli uffici centrali di questa Amministrazione si terrà un altro pubblico incanto, col sistema della scheda segreta, onde aggiudicare il riaffittamento per anni 12 continui dall'11 novembre 1881 della proprietà Seconda di Sa'ceto, posta nel comune di Alseno, provincia di Piacenza, di ettari 70 40 71, in base alla messa a prezzo ridotta di lire 6039 83, oltre l'obbligo dell'eseguimento di tanti lavori per un importo complessivo di lire 1373 03.

In caso di aggiudicazione, fino alle ore 12 meridiane del giorno 22 agosto suddetto, si potrà, a ministero d'usciere, significare una nuova offerta d'aumento non inferiore al ventesimo del relativo prezzo.

I concorrenti prima di dire all'incanto dovranno depositare la somma di lire 2005 a provvisoria garanzia del contratto e delle spese.

Nella segreteria dell'Amministrazione nei giorni e nelle ore d'ufficio saranno ostensibili i capitolati generale e speciale, non che la perizia dei lavori a regola della presente affittanza.

Piacenza, 18 luglio 1881.

3830 *Il Presidente*: A. MUGGIANI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Napoli (15ª)

AVVISO D'ASTA N. 17.

Si notifica che dovendosi addivenire alla provvista periodica del frumento pei Panifici militari dipendenti dalla Divisione di Napoli, nel giorno 28 del volgente mese di luglio, ad un'ora pomerid. (tempo medio di Roma), si procederà nell'ufficio di detta Direzione, sito L... della Croce alla Solitaria, n. 4, primo piano, al relativo pubblico incanto, a ... segreti, per la provvista di

Frumento da introdursi nel Mulino erariale delle Sussistenze militari in Aldifreda presso Caserta.

Quantità in quintali	Num. dei lotti	Quantità per cadaun lotto Quintali	Somma per cauzione di cadaun lotto	Rate di consegna
3500	35	100	L. 200	1

Tempo utile per le consegne — La consegna della intera quantità dovrà farsi nel periodo di giorni 10, a far tempo dal giorno successivo a quello in cui il deliberatario avrà ricevuto avviso in iscritto dell'approvazione del suo contratto.

Il grano da provvedersi dovrà avere le seguenti condizioni:

Essere nostrale, di essenza tenera, di buona qualità, perfettamente sano, scevro di qualsiasi materia eterogenea, del raccolto dell'anno 1881, del peso non minore di 75 chilogrammi per ettolitro, e di qualità uguale al campione visibile presso questa Direzione.

I capitoli d'appalto tanto generali che speciali (edizione dicembre 1880), sono visibili nella suddetta Direzione e presso le altre Direzioni del Regno.

Onde essere ammessi all'asta dovranno gli accorrenti presentare la ricevuta del deposito fatto nella Tesoreria provinciale di Napoli, o in quelle delle città dove hanno sede le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare, le quali, come è detto più sotto, sono autorizzate ad accettare i partiti.

Tale deposito dovrà corrispondere a lire 200 per ogni lotto per cui viene fatta offerta, ed essere in moneta legale, od in titoli del Debito Pubblico italiano al portatore, secondo il valore di Borsa del giorno precedente quello del fatto deposito, con avvertenza che il medesimo sarà convertito in definitivo pei deliberatari, a cauzione del contratto.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerta per uno o più lotti, i quali saranno deliberati a favore di colui che nella propria offerta avrà proposto un prezzo maggiormente inferiore o pari almeno a quello stabilito nella scheda segreta del Ministero della Guerra, da servire di base all'asta e da aprirsi dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti.

Questi dovranno essere presentati prima che sia aperto l'incanto, dichiarandosi espressamente che dopo non saranno più accettate offerte.

Nell'interesse del servizio i fatali, ossia termine utile per presentare offerte di ribasso non inferiore al ventesimo, sono fissati a giorni cinque, decorribili dalle ore 2 pomeridiane (tempo medio di Roma) del giorno del deliberamento.

I partiti dovranno essere redatti su carta da bollo da lira una, debitamente firmati e suggellati.

Il prezzo offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dell'offerta, da pronunciarsi seduta stante dall'autorità presidente l'asta.

Sarà facoltativo agli aspiranti di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare.

Di questi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno ufficialmente a questa Direzione prima dell'apertura dell'incanto e se non siano accompagnati dalla ricevuta originale od in copia comprovante il prescritto deposito a cauzione.

Non saranno ammesse le offerte per telegramma.

Le spese tutte degli incanti e del contratto, cioè carta bollata, dritti di segreteria, stampa degli avvisi d'asta e inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Foglio periodico degli annunzi legali della provincia, ed altre relative, sono a carico del deliberatario, come pure sono a suo carico le spese per la tassa di registro, giusta le leggi vigenti.

Napoli, 18 luglio 1881. **Per detta Direzione**

3831 *Il Capitano Commissario*: TREANNI.

CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE DELLA LEGIONE CARABINIERI REALI DI BARI

AVVISO D'ASTA.

Si fa noto che nel giorno primo del mese di agosto 1881, alle ore 10 antimeridiane, si procederà in Bari, nella caserma dei carabinieri Reali, sita nel Castello della Città, avanti al Consiglio d'amministrazione suddetto, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto delle seguenti provviste:

N. d'ordine	INDICAZIONE DEGLI OGGETTI	UNITÀ di misura	QUANTITÀ	IMPORTO parziale	N. dei lotti	QUANTITÀ per ciascun lotto	IMPORTO di cadaun lotto	IMPORTO TOTALE della provvista	SOMMA per cauzione per ogni lotto	TERMINE per le consegne ed altre indicazioni
1	Alamari da colletto di vestiti di grande tenuta (serie di 4 pezzi)	Num.	550	2 60		100				La consegna della provvista dei controdescritti oggetti dovrà effettuarsi nel Magazzino della Legione in Bari, nel termine di giorni novanta, a decorrere dal giorno successivo a quello in cui sarà partecipata l'approvazione del contratto, ed il pagamento di essa non avrà luogo prima del mese di gennaio 1882. I deliberatari sono facoltizzati di eseguire anche prima dell'epoca sopra indicata la consegna delle robe loro deliberate.
2	Alamari da manopole di vestiti di grande tenuta (serie di 4 pezzi)	»	500	2 10	5	100	1596 »	7,980 »	160 »	
3	Alamari da colletto dei vestiti di piccola tenuta	Paia	2500	2 20		500				
4	Cordelline (senza puntali) per marescialli di alloggio	»	80	26 20	2	15	1119 »	2,238 »	112 »	
5	Cordelline (senza puntali) per brigadieri	»	60	24 20		80				
6	Cordelline (senza puntali) per carabinieri	»	300	1 40		150				
7	Dragone per carabinieri	»	1500	1 70	2	750	1635 »	3,270 »	164 »	
8	Frangie da spalline per vicebrigadieri e carabinieri	»	300	1 »		150				
9	Cordoncini da spalline per marescialli di alloggio	»	30	7 »		30				
10	Cordoncini da spalline per brigadieri	»	60	5 30		60				
11	Fermagli da cinturini per marescialli di alloggio	Num.	30	3 30	1	30	1407 »	1,407 »	141 »	
12	Frangie da spalline per marescialli di alloggio	Paia	20	12 60		20				
13	Frangie da spalline per brigadieri	»	60	8 80		60				
14	Dragone per marescialli di alloggio	Num.	90	7 10	1	90	1739 »	1,739 »	174 »	
15	Dragone per brigadieri	»	250	4 40		250				
16	Cappietti da cappelli per carabinieri	»	700	3 »		350				
17	Fermagli da mantelli e mantelline	»	180	4 70	2	90	1963 »	3,926 »	197 »	
18	Fregi di granata da berretto per carabinieri	»	700	1 40		350				
19	Fregi di granata da cappelli per carabinieri	»	550	1 40	1	550	1690 »	1,690 »	169 »	
20	Puntali da cordelline	Paia	200	4 60		200				
21	Fregi di granata da vestiti (serie di 4 pezzi)	Num.	3000	2 »	3	1000	2000 »	6,000 »	200 »	
22	Spalline in argento senza frangia	Paia	250	12 40	2	125	1550 »	3,100 »	155 »	
23	Bandoliere da giberna complete per marescialli di alloggio	Num.	20	12 80		20				
24	Giberne con fregio per marescialli di alloggio	»	20	4 60		20				
25	Fregi di granata da giberna per carabinieri	»	100	0 25		100				
26	Porta-moschetti di ferro	»	50	1 40		50				
27	Speroni senza correggiuole	Paia	20	1 10	1	20	1183 50	1,183 50	119 »	
28	Sciabole per marescialli di alloggio a piedi	Num.	15	21 50		15				
29	Cinturini senza fermagli per maresciallo	»	30	3 80		30				
30	Copri-otturatore dei moschetti	»	100	2 50		100				
31	Correggie porta-moschetto (con bottone ed anello)	»	40	0 80		40				
32	Bottoni grandi per carabinieri Reali	0[0	38000	3 »		38000				
33	Bottoni piccoli per carabinieri Reali	0[0	12000	1 50	1	12000	1457 50	1,457 50	146 »	
34	Bottoni gemelli di ottone stagnati per pantaloni	0[0	2500	5 50		2500				
35	Bordi in seta nera per cappelli	Num.	700	2 »		70				
36	Cappelli sguerniti per carabinieri	»	1300	8 80		130				
37	Coccarde da cappelli per carabinieri	»	2500	0 30	10	250	1655 »	16,550 »	166 »	
38	Coperture da cappelli per carabinieri	»	750	0 80		75				
39	Pennacchi da cappelli per carabinieri	»	400	5 90		40				
40	Cravatte nere da collo	»	1000	0 70		1000				
41	Cravatte da sciabola	»	1500	0 10	1	1500	1450 »	1,450 »	145 »	
42	Stellette di divisa in seta	Paia	1500	0 40		1500				
43	Cassette per equipaggio dei carabinieri	Num.	100	13 20	1	100	1320 »	1,320 »	132 »	
44	Farsetti a maglia per carabinieri	»	3000	6 30	10	300	1890 »	18,900 »	189 »	
45	Guanti di pelle scamosciata bianca	Paia	4000	1 20	4	1000	1200 »	4,800 »	120 »	
46	Stivalini	»	2200	8 30	10	220	1826 »	18,260 »	183 »	
47	Stivalini	»	300	8 30	2	150	1245 »	2,490 »	125 »	
48	Cappelletti da gualdrappa per marescialli di alloggio	»	15	12 90		15				
49	Gualdrappa per marescialli di alloggio	Num.	15	34 40	1	15	1236 50	1,236 50	124 »	
50	Valigie per marescialli di alloggio	»	10	12 20		10				
51	Valigie per brigadieri e carabinieri	»	50	8 10		50				
52	Borse porta-ferri da cavalli	»	100	1 60		50				
53	Cavezze da stalla (con due corde)	»	160	5 20		80				
54	Cinghie doppie di tessuto con sei fibbie	»	160	3 »		80				
55	Filetti abbeveratoi compiuti	»	80	5 30	2	40	1301 »	2,602 »	131 »	
56	Filetti di ferro con imboccatura snodata	»	70	1 10		35				
57	Morsi con barbazzale	»	70	5 »		35				
58	Sopraffascie di tessuto con fibbie da sella	»	90	3 10		45				
59	Redini del filetto	Paia	60	2 10		60				
60	Redini del morso	»	60	2 40		60				
61	Staffe in ferro	»	70	3 70	1	70	1137 »	1,137 »	114 »	
62	Staffili da sella	»	80	3 40		80				
63	Testiere di briglia senza morso	Num.	70	3 80		70				
64	Testiere di filetto senza filetto	»	50	1 40		50				
65	Brusche di erica pel governo dei cavalli	»	60	0 70		60				
66	Brusche di setola pel governo dei cavalli	»	50	1 90		50				
67	Correggie di cuoio nero da mantello	»	200	0 26		200				
68	Forbici pel governo dei cavalli	»	90	0 90	1	90	465 »	465 »	47 »	
69	Maniglie di striglia (modello 1872)	»	90	0 20		90				
70	Pettini di ferro pel governo dei cavalli	»	90	0 70		90				
71	Spugne pel governo dei cavalli	»	60	0 40		60				
72	Striglie (modello 1872)	»	90	1 »		90				
73	Galloncino in argento alto mill. 6	M. L.	350	1 20		350				
74	Galloncino in argento e seta nera per maresciallo di alloggio alto mill. 6	»	300	1 30	1	300	1790 »	1,790 »	179 »	
75	Gallone in argento alto mill. 16	»	300	3 »		300				
76	Trecciuola in lana rossa da distintivi alta mill. 5	»	1000	0 08		1000				

Riparto *delle misure per sviluppo interno che debbono avere i cappelli da introdursi in magazzino.*

	CENTIMETRI							
Sviluppo interno	53	54	55	56	57	58	59	60
Quantità per 100	2	8	20	30	20	10	5	5

Riparto *delle misure che debbono avere i guanti da introdursi.*

NUMERO DEL GUANTO	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Lunghezza . . . . . mm.	245	245	240	240	235	235	230	230	225	225
Larghezza . . . . . mm.	110	105	103	100	98	96	93	90	86	72
Proporzione per ogni 100	5	5	5	10	20	20	20	5	5	5

Riparto *delle taglie della calzatura da introdursi in magazzino.*

	LUNGHEZZA in centimetri						
Dettaglio	26	27	28	29	30	31	32
Per ogni cento paia stivalini .	5	10	20	30	20	10	5

Le condizioni d'appalto sono visibili presso l'Amministrazione di questa Legione e presso le altre Legioni dell'arma nelle località in cui verrà fatta la pubblicazione del presente avviso.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti mediante schede segrete firmate e suggellate, scritte su carta filogranata col bollo ordinario di una lira.

Il deliberamento seguirà lotto per lotto a favore del miglior offerente, che nel suo partito suggellato e firmato avrà offerto al prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunziarsi seduta stante dalla autorità che presiede all'asta.

I fatali, ossia il termine utile per presentare un'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni 15, decorribili dall'una pomeridiana del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

I concorrenti, per essere ammessi all'asta dovranno fare presso la Cassa del Consiglio d'Amministrazione suddetta, ovvero presso le Tesorerie provinciali di Bari, Bologna, Roma, Napoli, Firenze, Milano, Torino, Verona, Piacenza, il deposito della somma come sopra stabilita per cauzione. Tale somma dovrà essere in moneta corrente od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui si fa il deposito.

I depositi presso il Consiglio di amministrazione ove ha luogo l'incanto potranno farsi dalle ore 7 ant. alle 2 di tutti i giorni non festivi, dal giorno della pubblicazione del presente avviso e nel giorno dell'incanto fino a che sia suonata l'ora stabilita per l'apertura dell'asta.

Le ricevute non dovranno essere inchiuse nei pieghi contenenti le offerte, ma presentate separatamente.

Saranno considerate nulle le offerte che manchino della firma e suggello suindicati, che non siano stese su carta col bollo ordinario da lira una, o che contengano riserve e condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'appalto di presentare i loro partiti alle Legioni dell'arma sopra avvertite, ma ne sarà tenuto conto solo quando pervengano ufficialmente dalle legioni stesse a questa prima dell'apertura della scheda che serve di base all'incanto, e consti del pari ufficialmente dell'effettuato deposito.

Le offerte di coloro che hanno mandato di procura non sono accettate e non hanno valore se i mandatari non esibiscono in originale autentico od in copia autenticata l'atto di procura speciale.

Sono nulle le offerte fatte per via telegrafica.

Le spese tutte relative agl'incanti ed ai contratti, cioè di segreteria, carta bollata, di stampa, di inserzione, di registro, saranno a carico del deliberatario. Sarà pure a suo carico la spesa degli esemplari dei capitoli generali e speciali che si saranno impiegati nella stipulazione dei contratti e di quelli che esso appaltatore richiedesse.

Bari, 17 luglio 1881.

3815 *Il Direttore dei conti*: MILETTI GIACOMO.

CONGREGAZIONE DI CARITÀ DI FRANCAVILLA FONTANA

AVVISO D'ASTA per l'affitto della Masseria Castelluccio.

Il segretario dell'Amministrazione suddetta

NOTIFICA

Che alle ore 10 antimeridiane del giorno di domenica 7 del mese di agosto prossimo venturo, avanti il signor presidente della Congregazione di carità del comune di Francavilla Fontana, od a chi per esso, e nella segreteria di detta Congregazione di carità, si addiverrà allo incanto per lo affitto della masseria *Castelluccio*, sita in agro di Francavilla, della estensione di ettari 253 76 38, pari a circa tomola 296, misura locale, fra cui sono comprese circa tomola 69 di oliveto, e di proprietà dell'Orfanotrofio femminile amministrato dalla Congregazione di carità.

La gara avrà luogo ad estinzione di candele, secondo le prescrizioni contenute nel regolamento sulla Contabilità dello Stato, approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852.

Gli incanti saranno aperti sull'affitto di annue lire 8287 50 offerto dal signor Argentieri Domenico di Cataldo, da Ceglie Messapico.

Ciascuna offerta in aumento non potrà essere inferiore alle lire 50.

L'affitto avrà la durata di anni sei continui, a cominciare dopo la trebbia del 1883 e terminare dopo la trebbia del 1889.

L'affitto sarà fatto a corpo e non a misura e con le relative scorte vive e morte, come dal capitolato d'oneri visibile al pubblico in questa segreteria tutti i giorni, dalle ore 9 antimeridiane alle ore 12 meridiane.

Per essere ammessi a far partito gli aspiranti dovranno eseguire un deposito di lire 500 ed esibire un elenco di fondi franchi e liberi che rappresentino un valore di lire 25 mila, onde l'Amministrazione, nel caso di diffinitiva aggiudicazione, possa prendere iscrizione ipotecaria, e dovranno pure presentare un garante solidale il quale deve comprovare la sua solvibilità.

Il termine utile per presentare le offerte in aumento in grado di ventesimo è di giorni 15 liberi, a contare dal giorno seguente a quello della aggiudicazione provvisoria, i quali andranno a scadere alle ore 12 meridiane del giorno 23 agosto detto.

Tutte le spese d'asta, registro, copie, consegna ecc., saranno a carico dello aggiudicatario.

Francavilla Fontana, 16 luglio 1881.

Visto — *Il Presidente*: GALANTE.

3800 *Il Segretario*: L. JANCHI.

SOCIETÀ ITALIANA DI COMMERCIO COLL'AFRICA

Gli azionisti della Società Italiana di Commercio coll'Africa sono invitati, per deliberazione presa dal Consiglio d'amministrazione, in forza dell'articolo 8 dello statuto sociale, ad effettuare il versamento dell'*ottavo decimo* sulle proprie azioni in ragione di italiane lire *venti* per cadauna azione dal giorno 10 al 15 agosto prossimo venturo 1881 presso la Banca di Credito Italiano in Milano, via Alessandro Manzoni, n. 4.

Milano, li 20 luglio 1881.

3776 Il Consiglio d'Amministrazione.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE

della Divisione di Piacenza (7ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A termine dell'art. 98 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica che la provvista di

Lotti 9, quintali 900 grano nostrale

occorrente al Panificio militare di Parma, di cui nell'avviso d'asta del 7 luglio 1881, n. 22, è stata in incanto d'oggi deliberata al prezzo di

Lire 27 87 per quintale.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia i fatali, per presentare offerte di ribasso, non minori del ventesimo sul prezzo sopra indicato, scade all'ora 1 pomeridiana (tempo medio di Roma) del giorno 25 luglio 1881, spirato il quel termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo deve all'atto della presentazione della relativa offerta accompagnarla colla ricevuta del deposito prescritto di lire 250 per ciascun lotto, uniformandosi ad un tempo a tutte le prescrizioni portate dal detto avviso d'asta.

Piacenza, addì 18 luglio 1881.

Per la Direzione

3835 *Il Capitano Commissario*: C. MONDINO.

AVVISO.

Con decreto Reale del 10 giugno 1881 è stata autorizzata la Società anonima denominata *Società per le ferrovie complementari*.

La Società ha per iscopo di assumere o rilevare concessioni e imprese di ferrovie e tramvie e di compiere tutte le operazioni tecniche, amministrative, finanziarie, mobiliari od immobiliari occorrenti o connesse al conseguimento dello scopo suindicato.

Il capitale nominale della Società è di 5 milioni, diviso in 20,000 azioni interamente sottoscritte. Il capitale versato è di lire 1,500,000. Le azioni sono nominative sino al versamento della metà del loro importo, i titoli nominativi saranno in seguito cambiati in azioni al portatore.

La Società ha la facoltà di emettere obbligazioni salvo l'approvazione governativa.

Essa è amministrata da un Consiglio di 11 a 15 membri.

La firma appartiene o ad un consigliere delegato o ad un direttore generale o ad entrambi cumulativamente.

Il consigliere delegato e il direttore in caso d'impedimento o di assenza potranno essere sostituiti da membri del Consiglio.

La durata della Società è di anni 99, a partire dal 20 giugno 1881.

Roma, 18 luglio 1881.

3825 *Il Consigliere delegato*: ED. GIOIA.

AVVISO.

Umberto I per grazia di Dio e volontà della Nazione Re d'Italia,

Vista l'istanza in data 12 gennaio 1880, prodotta dal signor Bonariva Alessandro, a nome e per conto del signor De La Motte conte Giorgio, del quale ne è il rappresentante, per la concessione della miniera di petrolio, detta *Neviano dei Rossi e di Confatico*, in comune di Fornovo di Taro, stata già dichiarata scoperta e concessibile con decreto Ministeriale 8 maggio 1879 a favore del signor Jhon Xolm;

Vista la dichiarazione Jhon Xolm in data 12 gennaio 1880, di cedere i suoi diritti sulla miniera petrolifera anzidetta al signor De La Motte conte Giorgio;

Visto l'atto del signor De La Motte in data 31 dicembre 1879, con cui si dichiara di accettare i diritti cedutigli dal signor Jhon Xolm, sulla miniera di petrolio, detta *Neviano dei Rossi e Confatico*, sita in comune di Fornovo di Taro;

Visti i piani, in triplice copia, presentati dal signor Bonariva Alessandro, figuranti l'area chiesta in concessione;

Visto il processo verbale in triplo di delimitazione provvisoria di detta miniera redatto per cura di questo ufficio;

Vista la dichiarazione in data 30 dicembre 1879 del signor Leonis y Alloa, sulla idoneità del signor De La Motte a soddisfare agli oneri inerenti ai lavori minerarii e condurre economicamente i lavori di una miniera;

Viste le istruzioni Ministeriali del dì 11 settembre 1866, n. 302, non che la legge di Carlo III in data 21 giugno 1852 ed il successivo regolamento 8 luglio dello stesso anno;

Visti i certificati della avvenuta pubblicazione della detta istanza nel comune di Fornovo di Taro e alla Prefettura di Parma;

Viste le inserzioni di essa istanza nel Giornale della provincia di Parma e nel Giornale Ufficiale del Regno;

Visti i pareri dell'ingegnere delle miniere del distretto di Milano e del prefetto di Parma;

Visto il parere del Consiglio delle miniere emesso nell'adunanza del 21 marzo 1881;

Udito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo 1. Al signor conte Giorgio De La Motte, domiciliato elettivamente in Parma presso i signori Vincenzo e Francesco fratelli Alessandri, negozianti, è concessa a termini e per gli effetti del Sovrano decreto 21 giugno 1852 tuttora vigente nelle provincie di Parma e Piacenza, ed a cominciare da oggi, la facoltà esclusiva di ricavare ed estrarre petrolio nei terreni limitati, come nell'articolo seguente, e situati nel territorio del comune di Fornovo di Taro, in provincia di Parma.

Articolo 2. La presente concessione, che prenderà il nome di *Neviano dei Rossi e Confatico*, abbraccia un'area di ettari 1107, are 26 e centiare 32, ed è limitata dal poligono A, B, C, D, E, F, G, H, A, tracciato sul piano vidimato il 29 ottobre 1880 dall'ingegnere delle miniere del distretto di Milano, in conformità del verbale di delimitazione, redatto il 5 giugno 1880 dall'ingegnere stesso; i quali piano e verbale muniti del visto del Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio resteranno uniti al presente decreto.

Articolo 3. Anche quando il concessionario ricavi petrolio per mezzo di lavori eseguiti, se esso cesserà o si asterrà dal fare nuovi lavori di ricerca, lo spazio concesso verrà allora diminuito e ridotto a quelle estensioni che risulteranno coll'assegnare a ciascuna scaturigine di bitume un'area determinata da un raggio di cento (100) metri, fatto centro nella trivellazione e nel pozzo della scaturigine stessa.

Articolo 4. Il concessionario non potrà aprire alcun nuovo lavoro di escavazione ad una distanza minore di (100) cento metri dai pozzi che saranno riconosciuti in esercizio con verbale dell'ingegnere delle miniere del distretto di Milano.

Articolo 5. Il coltivatore di detti pozzi per essere ammesso al beneficio dell'articolo precedente dovrà fare la denuncia al prefetto per mezzo del sindaco entro un mese dalla pubblicazione del presente decreto.

Articolo 6. La durata della presente concessione sarà di anni quindici (15).

Articolo 7. La miniera sarà messa immediatamente dal concessionario in regolare e continua coltivazione. Se fra tre mesi dalla data del presente decreto i lavori non venissero intrapresi, o se la coltivazione della miniera rimanesse in seguito interrotta ed i capitali ed i metodi in essa impiegati non corrispondessero al bisogno, sarà fatto invito al concessionario di provvedervi immediatamente, e se dopo un mese dal ricevuto formale avviso esso non avesse prese le necessarie misure, la concessione sarà revocata ed il concessionario sarà tenuto responsabile dei danni che dalla cessazione della miniera fossero per derivare.

Articolo 8. Prima di mettere mano ai lavori il concessionario dovrà aver fatto deposito nelle Casse dello Stato della somma di italiane lire 2768 16, cioè italiane lire 2 50 per ogni ettaro di terreno concesso a titolo di garanzia, giusta l'articolo seguente. Il ritardo nel prestare la cauzione suespósta oltre il termine di mesi tre dalla data del presente decreto porterà seco di pieno diritto la decadenza della presente concessione. Sarà però sempre in facoltà del Governo di prescrivere quelle ulteriori garanzie che fossero necessarie e per assicurare le indennità dovute dal concessionario.

Articolo 9. Oltre ai pubblici carichi dei quali è gravato il fondo, ed oltre alle indennità dovute ai proprietari del suolo, dovrà il concessionario pagare ogni anno allo Stato una tassa del cinque per cento (5 0/0) del prodotto netto della miniera.

Questa tassa sarà pur dovuta quando si interrompesse la coltivazione della miniera come è detto all'articolo 7, e verrà stabilita pel tempo della interruzione in ragione del prodotto ottenuto durante l'esercizio della coltivazione.

Articolo 10. La perforazione dei pozzi destinati a ricavare ed estrarre il petrolio dovrà effettuarsi con mezzi meccanici.

Nei casi eccezionali in cui essa si faccia per opera dell'uomo, il concessionario dovrà uniformarsi alle istruzioni che gli verranno date dall'ingegnere delle miniere a guarentigia della vita degli operai.

Articolo 11. Non potrà il concessionario tenere i depositi di petrolio a distanze minori di metri cento (100) dai luoghi abitati e dai fabbricati rurali, e sarà soggetto alle altre prescrizioni impartite dall'autorità amministrativa a tutela della pubblica sicurezza.

Articolo 12. Il concessionario somministrerà, secondo i moduli diramatigli dall'Amministrazione, i dati statistici richiestigli dei lavori eseguiti, sui prodotti ottenuti e sul personale impiegato.

Articolo 13. Il diritto di coltivare la miniera potrà trasmettersi ad altri sia per eredità, sia per contratto, salva l'approvazione del Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio.

La miniera non sarà però divisibile.

Gli eredi od i concessionari dovranno entro tre mesi dall'apertura della successione o della stipulazione del contratto di cessione giustificare le loro qualità e comprovare di avere i requisiti necessari per continuare la coltivazione che però non dovrà essere interrotta, e quand'anche si interrompesse, saranno nondimeno dovute le indennità e la tassa di cui all'articolo 9.

Articolo 14. Quando il concessionario rinunciasse alla concessione dovrà dichiararlo espressamente e formalmente al prefetto della provincia senza però poter apporre alcuna condizione. Esso si conformerà ai provvedimenti di sicurezza e polizia che il Governo credesse opportuno di dare per regolare l'abbandono dei lavori.

Articolo 15. Il concessionario dovrà nel termine di giorni novanta (90) a decorrere dalla data del presente decreto prestare davanti al prefetto della provincia un atto di sottomissione obbligandosi a quanto gli viene prescritto nel presente atto di concessione.

Articolo 16. Il presente decreto di concessione non potrà in alcun caso pregiudicare i diritti dei terzi.

Articolo 17. Esso verrà comunicato a spese del concessionario nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, nel Foglio legale della provincia e nei comuni sui territori dei quali si estenderà la concessione.

Articolo 18. Il Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà registrato alla Corte dei conti, alla Prefettura di Parma ed all'ufficio dell'ingegnere delle miniere del distretto di Milano.

Dato a Roma, addì 8 maggio 1881.

Firmato: UMBERTO.

Controssegnato: MICELI.

Registrato alla Corte dei conti addì 24 maggio 1881 — Registro 34 — Bilancio entrate fogl. 208.

Ayres.

Per copia conforme,

Pel segretario: Gramegna.

Registrato al n. 73 del libro delle *Miniere concesse* di questo ufficio distrettuale delle miniere in Milano il 18 giugno 1881.

L'ingegnere reggente il distretto
G. Zoppetti.

Registrato al n. 1° del 1881 del registro delle *Concessioni minerarie* dell'ufficio della Prefettura di Parma addì 23 giugno 1881.

Il segretario di Prefettura
Eugenio dott. Casa.

Per copia conforme,

Il segretario di Prefettura
3796 EUGENIO CASA.

GIUDIZIO DI GRADUAZIONE.

Sul ricorso di Simeoni Filippo del fu Agapito, da Rocca di Cave, acquirente dell'infrascritto fondo pel prezzo di lire ottomila, vendutogli da Traversi Filippo, il presidente del Tribunale civile di Roma con decreto 15 luglio corrente ha dichiarato aperto il giudizio di graduazione dei creditori Traversi, nominando a giudice il signor avv. Carlo Marchetti, ordinando le notificazioni ed inserzioni di legge nel termine di giorni trenta, ed ai creditori iscritti di depositare entro giorni quaranta dalla notificazione le loro domande di collocazione.

Immobile caduto in contratto.

Terreno seminativo, vitato, olivato, con casa colonica, in Rocca di Cave, denominato Il Fosso, distinto in mappa coi numeri 856 all'861 e 829, sezione unica, confinanti Colonna, Maggi ed il fosso, salvi ecc.

3817 Avv. LUIGI SECRETI proc.

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

Il Regio Tribunale civile di Belluno, sull'istanza di Vallada Michele, Antonio e Carlo coll'avv. Paganini, con decreto 29 giugno 1881, num. 202, ha dichiarato l'assenza di Vallada Desiderio fu Domenico, ultimamente domiciliato in Agordo.

3814 Avv. PAGANINI CELESTINO.

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO
di Roma.

AVVISO.

Questo Tribunale con sentenza di pari data ha omologato il concordato avvenuto il giorno 8 corrente tra il fallito Giovanni Chiodelli e la massa dei suoi creditori.

Roma, 19 luglio 1881.

3819 Il cancelliere REGINI.

(1ª *pubblicazione*)

ESTRATTO DI BANDO
A TERZO RIBASSO
per vendita giudiziale.

Ad istanza di Felice Buffetti, domiciliato in Roma, ammesso al beneficio del patrocinio gratuito con decreto della Commissione 27 febbraio 1877, con sentenza del Tribunale civile di Roma 27 giugno 1881 per mancanza d'oblatori fu ordinato il reincanto, con due decimi di ribasso, per l'udienza del 31 agosto 1881 davanti lo stesso Tribunale, in cui avrà luogo la vendita giudiziale a terzo ribasso sui seguenti fondi, da subastarsi a danno di Massimiliano Scossa, domiciliato in Subiaco:

Descrizione dei fondi da subastarsi.

1. Casa di affitto di vani tre, posta in Subiaco, in contrada degli Opifici, numero di mappa 928, confinanti Mancini Benedetto, Fiamma in Forbici, Mancini Ester in Marcelli e la via pubblica.

2. Casa di abitazione di vani 13, posta in Subiaco, contrada Piazza dell'Indipendenza, o via del Campo, numero di mappa 969, confinanti Consalvi Benedetta vedova Lustrissimi, Domenico e fratelli fu Sebastiano, Lustrissimi Vincenzo fu Domenico, Cittadini Salvatore e fratelli fu Benedetto Salviati.

Gravati detti fondi dell'annua imposta complessiva di lire 20 60, e del reddito imponibile complessivo di lire centosessantacinque.

Alle condizioni descritte nel bando relativo.

I concorrenti all'acquisto dovranno prima dell'udienza depositare in cancelleria del Tribunale il decimo del prezzo pel quale si apre l'incanto in lire 279 56, oltre le spese, ecc.

Roma, 18 luglio 1881.

3805 Avv. PONZEVERONI GIUSEPPE.

AVVISO.

A seguito di ricorso presentato dai signori Marco, Stefano e Bartolomeo, *vulgo* Raffaele, e Giovanna Bianca Maria Amoretti coniugi Romano, residenti in Oneglia, alla Corte di appello di Genova, per ottenere la dichiara di adozione della loro nipote Filomena Castellano, la Corte eccellentissima in Genova sedente, in data 8 luglio 1881, emanava decreto del seguente tenore:

Dichiara che si fa luogo alla adozione anzidetta ed ordina pubblicarsi copia del presente decreto alla porta di questa Corte di appello ed a quella del Tribunale civile e correzionale di Oneglia ed inserirsi nel Bollettino degli annunzi giudiziari per la provincia di Porto Maurizio e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno.*

Genova, 8 luglio 1881.

Il primo presidente: A. Selmi.

Lepreri vicecanc.

Per copia conforme all'originale, spedita a richiesta del procuratore M. A. Bignone,

Genova, 8 luglio 1881.

3790 TAGLIAFERRO vicecanc.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Nel giorno 24 agosto 1881, innanzi il Tribunale civile di Roma, primo periodo feriale, si procederà alla vendita giudiziale dei seguenti fondi in due distinti lotti espropriati in danno del signor Giovanni Battista Aurosicchi, ad istanza del signor Domenico Colombi, ammesso al gratuito patrocinio con decreto 5 marzo 1880.

1. Casa abitativa di vani 12 in Subiaco, contrada Via del Campo, segnata in mappa n. 949 sub. 1 e col civico num. 25, gravata ecc. lire 2727 77.

2. Orto entro Subiaco, in contrada Il Campo, distinto nelle tavole censuarie col n. 950 sub. 1, gravato ecc. lire 5 60.

Roma, li 18 luglio 1881.

3806 Avv. BENEDETTO PIACENTINI.

CAMERANO NATALE, Gerente.

ROMA — Tip. EREDI BOTTA.